8e Année. N 134. — 25 Août 1932.

Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Le pacifisme au-dessus des classes ?

Le Congrès pacifiste que convoquent Barbusse et Romain Rolland est, d'après les déclarations de ce dernier, un Congrès qui doit comprendre tous les partis, toutes les classes. *Il suffit d'être contre la guerre pour y avoir sa place. Ainsi, la lutte contre la guerre est considérée comme une lutte en dehors des classes, en dehors et au-dessus d'elles. A l'internationalisme prolétarien affirmant la nécessité de l'union de tous les travailleurs, à quelque pays qu'ils appartiennent pour combattre la bourgeoisie, se trouve substituée l'union des prolétaires avec les bourgeois pour empêcher la guerre.*

La guerre considérée ainsi comme un mal en soi, comme le « crime » contre lequel tous les « honnêtes gens » de toutes les classes doivent s'unir, me semble l'une des choses les plus dangereuses qui soient. C'est une conception qui, sans évidemment que ses auteurs l'aient voulu, satisfait le mieux aux besoins actuels du capitalisme en général, et particulièrement du capitalisme français.

Qu'est-ce en effet, concrètement, que la paix *? La paix, cela veut dire le maintien de l'état de choses existant, la conservation des situations acquises, le maintien des dominations existantes. Rien n'est plus pacifiste qu'un conquérant...une fois qu'il a conquis. La paix, cela signifie pour lui la garantie qu'il conservera ses conquêtes, la garantie qu'il pourra les digérer « en paix ». Par contre, pour le conquis, la paix est tout simplement la perpétuation de la domination et de l'exploitation qui pèsent sur lui ; la paix, c'est pour lui la mort à petit feu qui continue.*

Grâce à une situation exceptionnelle et temporaire dans le domaine des inventions techniques, les peuples d'Europe ont aujourd'hui conquis la moitié du monde ; la paix, la paix sans autre, la paix sans restrictions ni sans conditions, signifie le maintien à perpétuité de cette domination, le maintien dans leurs fers de toute l'Afrique et de la moitié de l'Asie.

Etes-vous pour cette paix ? Mettant la paix audessus de tout, êtes-vous pour le maintien des dominations impérialistes, si celles-ci ne peuvent être renversées que par la guerre ? Et si non, pensez-vous qu'il peut en être de même pour les bourgeois pacifistes que vous avez conviés ?

Autre point.

Même entre peuples européens, entre pays également impérialistes, la guerre ne peut-elle point revêtir un caractère social, un caractère de guerre de classes ?

Il ne faut pas en effet se laisser hypnotiser par les guerres du siècle dernier. Les grandes guerres du XIXeme siècle ont été, pour la plupart, des guerres essentiellement impérialistes, des guerres faites par les classes dominantes dans leur intérêt exclusif : des guerres pour le butin et pour le partage du butin. Mais tel n'est point toujours le cas. Pour prendre un exemple récent, est-ce qu'à l'époque de la Révolution russe, les guerres faites contre l'U.R.S.S., d'abord par l'Allemagne, puis par la France et l'Angleterre, étaient des guerres nationales ou une guerre sociale ? N'était-ce point une véritable guerre de classes, malgré leur forme d'une guerre de pays à pays ?

Un peu plus d'un siècle auparavant, les guerres de la Révolution française ne furent-elles pas, elles aussi, des guerres sociales, des guerres de régime à régime, de classe à classe ?

L'histoire ancienne nous offre, elle aussi, un exemple de cet ordre que je cite parce qu'il s'agit d'une époque qui, par certains côtés, rappelle la nôtre : lorsqu'après la magnifique floraison du Ve siècle avant notre ère — véritable révolution de la culture humaine dont il faut venir jusqu' aux siècles derniers pour retrouver l'équivalent — la Grèce entre définitivement en décadence, les républiques grecques sont pendant presque un siècle en état de guerres perpétuelles, mais les deux ligues entre lesquelles se partagent les républiques sont, l'une, celle des villes où domine l'élément aristocratique, l'autre celle des villes où le peuple est maître.

En de telles guerres, resteriez-vous au-dessus de la mêlée ? Et si vous n'y restez pas, si vous prenez parti pour les pays qui représentent la révolution, pour ceux où domine le prolétariat, contre les pays à domination de magnats et de bourgeois, comment pouvez-vous avoir la prétention de mener une action commune contre la guerre, avec les bourgeois que vous avez conviés à votre Congrès, et contre lesquels vous auriez ainsi à mener la guerre ?

Et si je pose cette question, ce n'est point pour le vain plaisir d'examiner toutes les hypothèses possibles ; mais parce que celle-là me paraît particulièrement actuelle. La « question sociale » a pris dès maintenant une telle importance dans la vie des peuples, elle est à un tel point devenue la question qui domine toute la politique, qu'il semble impossible qu'elle puisse être absente du plus important des évènements politiques : la guerre. C'est devant le problème des guerres ayant un caractère social *que nous nous trouverons placés demain ; il ne saurait évidemment*

être résolu, ni même posé, dans un Congrès de « toutes les classes ».

Au temps de ma jeunesse, ce que nous chantions le plus et avec le plus de cœur dans les manifestations, c'était la Carmagnole, *qui n'est pas précisément un chant pacifiste. Ce qu'on tente aujourd'hui revient à remplacer la* Carmagnole *par une quelconque* Marseillaise de la Paix, *sans s'apercevoir qu'ainsi, on aboutit à ce qui était la politique de l'auteur de cette dernière : noyer l'esprit de lutte prolétarien dans le marécage des illusions démocratiques.*

L'I. L. P. a quitté le Labour

C'en est fait. L'Independant Labour Party (I.L.P.) qui, dans son précédent Congrès, avait accepté de rester dans le Labour Party à condition qu'une entente intervienne sur la question de la discipline à observer par ses députés à l'égard du groupe parlementaire du Labour, a décidé — cette entente n'ayant pu se réaliser — de quitter le Labour. Décision prise par 241 voix contre 142.

La raison profonde de cette séparation est que l'I.L.P. est socialiste, vigoureusement socialiste, et que le Labour, disent les leaders de l'I.L.P., ne l'est pas. L'I.L.P. estime que tous les efforts doivent être tendus vers la réalisation du socialisme, non point vers sa réalisation lointaine, en l'an 2.000, mais « en notre temps ».

Inutile de dire que sur ce point nous sommes entièrement d'accord avec les camarades de l'I.L.P. ; le socialisme ne peut se réaliser au moyen de gouvernements « socialistes » qui ne se préoccupent que de gérer le mieux possible les affaires du capitalisme, comme tel a été le cas jusqu'ici de tous les gouvernements « socialistes », le socialisme ne peut se réaliser par une suite de retouches insensibles au système capitaliste, comme le professent ceux qui, en Angleterre se sont nommés les « graduellistes ».

Mais ce n'est point une raison pour quitter le Labour Party .Redisons-le encore : le Labour Party est l'organisme d'ensemble de toute la classe ouvrière britannique. Or il n'y a pas de socialisme en dehors de la classe ouvrière. Le socialisme n'est point un « système », une «utopie », sortie du cerveau de quelques théoriciens, c'est le « devenir » même de la classe ouvrière. Se séparer de celle-ci pour réaliser ce qui ne peut être que le fruit de son propre développement, est donc une absurdité.

Heureusement au moins que le départ de l'I.L.P. ne met aucunement en danger l'unité syndicale de la classe ouvrière britannique. Les membres de l'I.L.P. restent membres de leurs syndicats respectifs, et, par là même, d'ailleurs, ils continuent à appartenir au Labour Party, puisque leurs syndicats y adhèrent.

R. L.

Les événements d'Allemagne

Victimes ou complices ?

La guerre de rues se poursuit en Allemagne, sanglante, acharnée. Guerre de classes ? — Oui, mais une guerre où le sang coule toujours du même côté. Car dans les trois armées en présence (sections d'assaut des nazis, front de fer des socialistes et front rouge des communistes) ce sont toujours les simples soldats qui tombent, et les simples soldats sont partout des ouvriers. La fleur de la jeunesse prolétarienne a été réduite par les politiciens du capitalisme au rôle de gladiateurs enrôlés par les partis qui s'entregorgent pour l'ambition ou la sécurité de leurs maîtres. Les chefs de partis, les députés, les hommes publics, les dirigeants des organisations à forme militaire n'échangent que des défis symboliques et des discours. D'un même accord spontané, ils ont exclu de leur tactique la terreur qui s'en prend aux personnages de marque, aux hommes d'état, aux leaders syndicaux, aux grands capitalistes. Le seul assassinat politique qu'ils reconnaissent est l'assassinat des victimes irresponsables.

Entre eux, les anti-fascistes rouges et les anti-fascistes républicains vont s'accusant de trahison. Les communistes, constatant la manière dont les chefs social-démocrates ont poussé au pouvoir Hindenburg et sa créature Von Papen, les couvrent d'injures dont la moindre est évidemment cent fois méritée. Mais ceux-ci répliquent en déclarant que les communistes ont provoqué le fascisme par leur bravacherie.

Evidemment, la social-démocratie commet un crime historique contre la classe ouvrière qui laisse loin derrière soi même la trahison de 1914. Mais que dire des communistes, qui ont pour eux les ouvriers les plus résolus et qui prennent acte du lâchage social-démocrate pour retenir leurs troupes dans une passivité désastreuse ? Aux actes audacieux de quelques prolétaires courageux, les chefs du parti ripostent par des désaveux et des excommunications. Ainsi lors du coup de force de Brüning contre la maison Karl Liebneckt, le commandant de la police ayant été tué sur la Bülowplatz par des coups de feu, le parti en désavoua hautement les auteurs, les traitant de « putschistes » et de « provocateurs ». Ce cas est loin d'être isolé. **Retarder leur mise en illégalité par la bourgeoisie en la rendant inutile par leur inaction paraît plus sûr aux chefs communistes que de se faire respecter en rendant audacieusement coup pour coup.** Certes, le fascisme allemand est un péril autrement menaçant pour la vie ouvrière que le mouvement français des Jeunes Patriotes ne l'était en 1924. Pourtant le parti communiste allemand n'a pas osé prendre encore l'initiative d'une action du genre de celle qui mit fin, rue Damrémont, aux succès et à la popularité des apprentis-fascistes de France. (Il paraît que ce serait effrayer la clientèle petit-bourgeoise auprès desquels les rouges tiennent à passer pour des hommes d'ordre. Comme si le petit-bourgeois n'était pas toujours avec ceux qui frappent le plus fort, témoin les circonstances atténuantes à Clerc et Bernardon, témoin le jury de la Seine trem-

blant jadis devant Ravachol et n'osant pas voter la mort).

Il est donc entendu que les ouvriers, communistes ou non, ne devront se défendre contre les grenades et les fusils mitrailleurs qu'avec des bâtons de chaises et des pots de bière. Cependant, toute règle souffre des exceptions et lorsque les nazis vinrent occuper militairement le faubourg ouvrier de Hambourg, Altona (la seule citadelle prolétarienne qui ait tenu tête en 1923), les traditions révolutionnaires prirent le dessus, la résistance s'organisa, tout un quartier s'insurgea et fit pleuvoir sur les assassins en chemise brune une pluie de pavés, de tuiles, de meubles, de bouteilles et de **balles de revolvers.** Douze morts et deux cent cinquante blessés restèrent sur le carreau de part et d'autre.

Mais lorsque, le lendemain, Von Papen riposte par un coup d'Etat, lorsqu'il arrête en masse les ministres de Prusse, préfets et sous-préfets, chefs de schupos et hommes de confiance de la social-démocratie, aucune tentative de contre-attaque ne se produit.

En janvier 1919, les ouvriers de Berlin qui n'avaient pas voulu se battre pour la révolution sociale, coururent cependant aux armes lorsque la révocation du préfet de police de Berlin, le socialiste de gauche Eichorn, fut le signe évident de la réaction. En juillet 1932 : rien.

Les social-démocrates, martyrs volontaires d'un régime qui est leur œuvre, s'écrient une fois de plus : « Les communistes ont provoqué à Altona ! C'est la faute aux communistes, si Von Papen nous arrête ! »

LA COMPLICITE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Parmi les arrêtés figurent les hommes à poigne de la social-démocratie : Noske, qui écrasa deux fois le Spartakisme alors en plein essor ; Grzesinski, aux mains rouges de sang ouvrier ; Severing, qui rétablit l'ordre en 1921-1922 avec ses schupos, qu'on lui disait dévoués corps et âmes, et qui l'étaient en effet lorsqu'il s'agissait de porter la terreur dans les faubourgs prolétariens. Ces hommes avaient entre leurs mains à la fois la force du plus grand parti d'Allemagne, celle d'une coalition des partis « démocratiques », celle de l'administration et de la police. Ils avaient derrière eux la grande masse des usines, et une bonne partie de l'armée. Et ils se sont laissés arrêter en riant. Au bout du téléphone, les cadres du Front de fer attendaient les ordres. Ils n'en n'ont reçu qu'un seul : « Les communistes proposent la grève générale ? Pas de grève générale ! »

Si habitués qu'ils soient aux mœurs de nos Blum et de nos Jouhaux, les envoyés spéciaux des journaux français n'en croyaient pas leurs oreilles. Jean Botrot, du « Journal », tente en vain « d'arranger les choses » :

... Je viens à l'instant même de voir le héros du jour: M. Grzesinski, préfet de police destitué.

La première impression que m'a donnée M. Grzesinski lorsque je me suis présenté à lui dans sa villa de l'ouest berlinois a été une impression de force.

Sa voix sonore, ses gestes énergiques, son masque puissant, indiquent l'homme que l'on écoute et l'homme auquel on obéit.

M. Grzesinski m'a tout d'abord narré fort joyeusement son arrestation et sa courte détention.

— Tout s'est passé, m'a-t-il dit, le plus correctement du monde.

Le capitaine de la Reichswehr, qui avait mission de l'arrêter fut simplement un peu éberlué quand M. Grzesinski lui dit:

— Et si c'était moi, capitaine, qui vous faisais arrêter.

Sur cette boutade, M. Grzesinski quitta son bureau en criant: « Vive la République! » Ses collaborateurs qui se pressaient dans les couloirs lui répondirent par le même cri et par des acclamations.

Je me demandais, tandis que parlait cet homme fort, s'il n'est pas comme beaucoup d'hommes forts, quelque peu enclin à l'optimisme et je lui avouai mon étonnement devant l'apathie tout au moins apparente des partis de gauche.

M. Grzesinski me fit alors cette déclaration dont on comprendra tout l'intérêt:

— Cette apathie n'existe pas. Il aurait suffi d'un signe, hier soir, pour que des milliers d'hommes se lèvent dans la capitale. Seul, le comité directeur du parti socialiste est parvenu à leur faire prendre patience dans son désir de ne pas fournir à nos adversaires prétexte à de nouvelles mesures dirigées contre nous.

Voici d'autre part comment le même journal narre l'arrestation de Braun, président du Conseil de Prusse :

Une curieuse scène, pendant ce temps, se déroulait à la présidence du Conseil de Prusse. M. Braun, qui venait d'arriver de sa résidence de Schorfheide, se heurtait devant la porte de son cabinet à deux schupos en armes. Un double cri l'avait salué: — On ne passe pas !

— Mais voyons, mes amis, ne me reconnaissez-vous pas ? Je suis M. Otto Braun...

— On ne passe pas !... Personne ne passe !...

Les collègues de M. Braun ont été à leur tour expulsés de leur cabinet où les remplace la fine fleur de la réaction. Vingt-quatre préfets, sous-préfets ou secrétaires d'Etat socialistes en fonctions sur le territoire prussien ont subi cet après-midi le même sort que M. Grzesinski et ses collaborateurs.

Il convient ici de rappeler qui est Otto Braun. C'est « le plus grand tacticien de guerre civile que la social-démocratie ait jamais produit » (Malaparte : « Technique du coup d'Etat »). En 1920, les nazzis d'alors : racistes, monarchistes, terroristes de l'Orgesch, de l'organisation Consul et de la Reichswehr noire avaient réussi une formidable marche sur Berlin. Ils avaient les armes, ils avaient des otages, ils avaient la force. Leur général, Von Kapp, pouvait se croire seul maître en Prusse. On vit alors cette chose étonnante : au lieu d'user des moyens de combat que lui donnait la légalité, Braun, chef du gouvernement prussien, fit le vide devant l'ennemi. Au lieu de masser des troupes, d'organiser des transports, de lancer des décrets, il recourut au désordre, coupa les communications, et fit appel à la grève générale de toutes les corporations. Cette grève à 100 % arrêta littéralement la vie de toute la Prusse. Kapp n'avait plus entre les mains qu'un cadavre. Il campa trois jours dans Berlin, complètement désemparé, les soldats sans vivres, couchant sur le trottoir, dans les rues désertes, devant les fenêtres closes et les volets fermés des boutiques. Puis il fit retraite et gagna la Rhénanie, cerné par les ouvriers en armes qui le harcelaient.

Ainsi Otto Braun avait l'expérience, il n'a pas été surpris. Il avait en main des forces sûres, une tactique éprouvée ; il avait tout pour lui, depuis la légalité jusqu'aux communistes. Et il n'a rien fait ! **Von Papen savait ce qu'il faisait en l'arrêtant, et Braun savait ce qu'il faisait en se laissant arrêter. Le coup d'Etat n'est pas une défaite des chefs social-démocrates ; c'est une trahison préméditée.**

En faut-il encore une preuve ? Voici l'interview du général en chef du Front de fer, l'immense organisation anti-fasciste des trois partis (social-démocratie, démocrates et centre). Cette interview émane d'un organe bourgeois, le « General Anzeiger », de Dortmund (traduit par « Lu ») :

Les chefs du Front de fer tiennent séance au club démocratique. Le grand chef Hœltermann, l'homme dont des centaines de milliers de gens ont attendu en vain l'appel le 20 juillet, arrive quelque peu fatigué et déprimé.

Dans la voiture qui nous conduit à la séance, nous nous entretenons de la situation.

— Le gouvernement de Prusse nous a complètement déçu, dis-je. Il aurait dû préparer sa défense depuis des mois. Mais il était complètement débordé, et, jusqu'au dernier moment, s'est refusé à admettre que le gouvernement du Reich songeât sérieusement à nommer un commissaire en Prusse.

Hœtermann acquiesce pensivement:

— Il aurait certainement suffi au gouvernement prussien de déclarer le mardi qu'il s'opposerait de toutes ses forces à la nomination d'un commissaire. Alors von Papen aurait gardé ses documents dans sa poche.

— Vous avez raison, camarade Hœltermann, mais le coup d'Etat aurait encore pu être empêché mercredi avec un peu d'énergie. C'est tout de même un fait unique dans l'histoire qu'un préfet de police disposant de 30.000 schupos se laisse arrêter dans ses bureaux par un seul officier entouré de douze soldats. Hœltermann se tait. Je reprends:

— Vos amis me semblent très excités.

— Ils ont attendu mon coup de téléphone pour agir et briser la résistance des nazis.

— Et pourquoi n'avez-vous pas téléphoné ?

— Il nous fallait attendre les élections à tout prix. Les nationaux-socialistes enregistreront certainement un recul considérable.

POUR LE PARTAGE DE « L'ASSIETTE AU BEURRE »

Et maintenant peut-être quelque lecteur incrédule me demandera quel intérêt pouvaient bien avoir Braun et ses semblables à une pareille capitulation, alors que 1920 et le putsch de Kapp les avaient ·us si solides au poste.

Je ne prétends pas sonder les reins et les cœurs des Machiavel social-démocrates. Je me permettrai simplement de juxtaposer quelques remarques conclusives.

1° Le terrorisme raciste d'après-guerre **tuait les chefs démocrates** : Erzberger, Haase, Rathenau, etc... Le terrorisme nazzi **respecte les chefs, même communistes.** Le seul attentat contre un communiste connu est celui dont la victime fut Max Hoelz, et ceci se passait il y a plus d'un an, lorsque Hoelz sortit de prison. (Max Hoelz, le « général rouge » de 1921, avait mené contre le capitalisme allemand, dans les rangs du K.A.P. anarcho-communiste, une guerre d'expropriation et de coups de mains héroïques. Il est devenu ensuite, entre les mains du Secours Rouge, un homme-sandwich de la réclame bolchéviste). Les nazzis le laissèrent pour mort au cours d'une réunion publique où il reçut neuf blessures. Depuis, l'illégalisme à la manière des anarchistes et des nihilistes a été complètement abandonné de part et d'autre. Les méthodes sont empruntées à la guerre des Etats, et non plus à la guerre des classes.

2° Tous les partis sont devenus des Etats dans l'Etat, et ils ont reconnu la terreur comme un monopole de l'Etat, ce qui est symbolisé par l'aspect militariste à 100 % de l'organisation et de la lutte. (Parades en uniforme, batailles en uniforme ; on se bat pour des signes, non pour des intérêts ou des idées de classe. Le militarisme suppose la confraternité professionnelle des chefs par dessus la chair à canon).

Non seulement il est exact de dire que tous les partis visent à exercer la terreur comme monopole d'Etat — terreur légale, militaire et policière — qui est en soi-même l'antipode de la révolte individuelle et de l'action directe, mais encore il est possible d'affirmer que **tous les partis sont d'accord pour faire peser cette terreur sur la classe ouvrière, dans la mesure où celle-ci recourrait aux formes de révolte individuelle et collective qui précisément lui sont propres.**

Ceci est dans la logique des choses : une révolution prolétarienne en Allemagne signifierait la fin de l'extermination du prolétariat par les politiciens de la trahison, et le commencement de l'extermination des politiciens traîtres par le prolétariat.

De plus, cette communauté de haines contre la révolution sociale est déjà un fait d'expérience. Comme gouvernements réguliers, de 1918 à 1932, la social-démocratie, la démocratie, le centre et la droite ont massacré par dizaines de milliers les ouvriers rebelles. Comme gouvernements transitoires, les national-socialistes de Hitler en Bavière, et les bolchévistes de Boettcher en Saxe ont fusillé et emprisonné les ouvriers en lutte pour le pain et la liberté.

3° En ce qui concerne les questions de politique extérieure, un accord est possible entre les chefs social-démocrates et les nazzis sur le terrain d'une politique **russophobe,** avec écrasement des bolchévistes. Un accord semblable est également possible entre chefs bolchévistes et les nazzis sur le terrain d'une politique **russophile,** avec liquidation des social-démocrates.

Le système d'alliances des nazzis reste flottant. C'est le grand art de la part de Hitler-Célimène d'avoir ménagé les deux issues, et forcé tout le monde à le ménager, en donnant à chacun des raisons d'espérer une alliance. Pour l'instant le compromis penche du côté social-démocrate. Il n'est pas très difficile d'en deviner les bases, si on veut bien se rappeler comment les cadres de la C.G.T. italienne ont été ralliés au fascisme. Après Mussolini-D'Aragona, Hitler-Braun ?...

... Depuis six mois déjà, le principal lieutenant d'Hitler, interviewé par le journal socialiste danois « Politiken », déclarait que la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes n'était pas chose dont les cadres et les intellectuels social-démocrates aient à s'épouvanter. Loin de prétendre exclure de toutes les fonctions le personnel social-démocrate qui les monopolise actuellement à peu près partout, les nationaux-socialistes étaient disposés à respecter les droits acquis et se contentaient de demander pour leur propre compte leur droit à une place au soleil. En d'autres termes, ce brave Dr Frick, au nom symbolique, proposait diplomatiquement le partage de l'assiette au beurre.

Et si dans toute alliance, il faut au moins une dupe, il n'est pas nécessaire de la chercher bien loin. Ce seront les simples soldats des deux partis. Le dindon de la farce sera, une fois de plus, le prolétariat.

J. CELLO.

Les Congrès de l'Enseignement

Le Congrès unitaire de Bordeaux

Le congrès de la Fédération unitaire de l'Enseignement s'est tenu les 4, 5 et 6 août à Bordeaux. Il a été passionnant et parfois même poignant. Avec le congrès historique du Syndicat National au Havre, en 1922, c'est le plus beau congrès universitaire auquel il m'ait été donné d'assister.

Je vois de là des camarades s'étonner. Eh quoi ! vous mettez sur le même plan notre Fédération révolutionnaire et le Syndicat National réformiste ! Pourquoi êtes-vous aussi paradoxal ? Pourquoi, par des assimilations téméraires, risquez-vous d'ébranler les jeunes institutrices et les jeunes instituteurs qui militent depuis peu dans nos rangs ?

Tout doux, chers amis. Je maintiens que le congrès du Havre a été un très beau congrès d'une importance historique. J'y étais en spectateur et vous en étiez absents. Or dans le grand port, les grèves battaient leur plein. Chaque train amenait des gendarmes. Notre ministre, le fameux Bérard, quelques jours auparavant avait publié une circulaire secrète, digne d'un de Parieu, pour nous mieux placer sous la coupe des préfets. Les amicales Sennelier étaient encore très puissantes et leur appel au respect de la légalité laissait bien des maîtres indécis. C'est dans ces conditions défavorables que se produisit néanmoins l'acte révolutionnaire par excellence : l'adhésion à la C.G.T.

De nouveau mes camarades sursautent. Voyons ! présenter comme un acte révolutionnaire l'adhésion à la C.G.T. de Jouhaux, c'est avoir le goût de porter des défis ou, alors, ne pas savoir.

En vérité ! Eh bien ! je me revois observant Charles Dulot qui était pour ainsi dire l'éminence grise de pas mal de congressistes. Cet homme intelligent entre tous, trop intelligent même, rayonnait. Il voyait, lui, pour l'avenir, les instituteurs gagnant à leur démocratisme formel les ouvriers de la C.G.T. Pour moi, je pensais au contraire qu'il ne faut jamais désespérer de la liberté, l'arme invincible de la classe ouvrière. J'étais assuré que cette dernière, tôt ou tard, surmonterait son pessimisme et son apathie. Sans le savoir, sans le vouloir certes, le diable apportait sa pierre à l'édifice de Dieu, je veux dire par là que le corps enseignant, au lieu de conquérir le prolétariat se plaçait sous l'influence révolutionnaire du prolétariat. Evénement formidable !

Et tout se brisera désormais contre ce fait que la C.G.T. redevient peu à peu une honnête C.G.T. tandis que, lentement mais sûrement, le Syndicat National devient un vrai syndicat.

A Bordeaux, j'ai assisté avec bonheur au redressement, sur toute la ligne, de notre vieille Fédération. Idéologiquement, les bureaucrates staliniens sont battus. Ils n'ont pour eux que les trucs de couloir. Une atmosphère de liberté et d'esprit critique souffle à nouveau. L'amitié fraternelle restée un peu, jusqu'ici, l'apanage de la minorité gagne nos bons et chers camarades centristes. Elle s'étendra à vous, pauvres gens de la M.O.R. Et nous aurons, envers et contre tout, l'Unité syndicale.

Deux ans de progrès

Il faut le dire nettement : le congrès de Marseille avait été hideux. Une abominable manœuvre de scission l'avait précédé : tenue d'une meeting par dessus la tête des organismes réguliers de la Fédération. Tout le monde sentait que le parti stalinien engagé à fond dans la politique des ultimatums à jet continu, jouait le tout pour le tout.

L'ouverture eut lieu dans une atmosphère de violence insensée. Les propos les plus extravagants avaient cours dans les rangs de la M.O.R. où je me trouvais noyé. On se levait, on s'asseyait, on chantait, on gueulait par ordre. J'admirais notre collègue Aulas qui tenait tête à la troupe des forcenés, tandis que l'énorme Vernochet (alors étoile et depuis moins que chandelle) escaladait la tribune et cherchait à s'y maintenir.

Je revois encore le lamentable défilé, à la tribune, des normaliens et de la petite normalienne de l'Isère, venant réciter leurs petits discours sur commande. C'était à pleurer de honte sur ce débraillé effarant et cette grossièreté des attitudes et des paroles ; — ensemble qui était une véritable insulte à la dignité de la classe ouvrière.

Grâce à l'énergique et patiente réaction des centristes et des minoritaires, en 1932 le changement est presque total. Un seul incident se produit, à propos du jeune pionnier dont la M.O.R. veut nous imposer l'audition. Elle est « grotesque et immorale », dit énergiquement François Bernard. Et de fait, n'avons-nous pas déjà assez d'enfants nerveux ? Du calme, du calme et toujours du calme, tel doit être notre règle de conduite pour la vie des écoliers. Ne les mêlons pas à nos débats et concluons qu'il faudra de plus en plus laisser de côté les gestes symboliques destinés à faire le jeu d'une tendance. Ils ne sont pas dignes de nous.

En 1932, changement total, aussi, au point de vue de l'ordre du jour. Malgré une longue « lessive » à propos de l'Internationale des travailleurs de l'enseignement, toutes les questions ont été vues sans trop de retard et chacune a été traitée d'une façon satisfaisante. Une seule lacune très sérieuse à propos des programmes limitatifs. De l'avis de tous, on ne leur a pas consacré un temps suffisant.

Or il est clair que, face à la bourgeoisie, nous devons apporter notre attention aux questions de métier. « C'est dans toutes les directions que le redressement doit s'opérer », me disait Dommanget. En effet, pendant que nous nous jetons à la tête des

« thèses » où les raffinements théologiques se suivent à qui mieux mieux, la bourgeoisie française, — la plus solide des bourgeoisies mondiales, — poursuit, par l'école, son offensive contre le prolétariat.

Offensive de persuasion d'abord, la plus pernicieuse de toutes, celle qui sous le couvert d'idées censément pures de toute contingence temporelle vous convainct de la justesse des vues bourgeoises, vous en fait l'admirateur et vous jette dans les fers du capitalisme.

Offensive de fait, ensuite, pour restreindre les dépenses de l'instruction publique afin de réduire les frais généraux de l'Etat bourgeois.

Enfin, offensive à base de calomnie, qui consiste présentement à affirmer que les « mauvais maîtres » sont dans notre camp. Nous sommes de grandes gueules, sans plus ; nous ne savons pas faire notre classe ; nous manquons de zèle et de capacité.

Offensive à base de calomnie certes ; et pourtant d'où vient qu'on la sorte alors que jamais on n'osa s'en servir quand nos premiers syndicats eurent à lutter contre le pouvoir ? Je le dis en toute sincérité, c'est parce que les syndicalistes d'il y a 25 ans mettaient si haut leur métier, en parlaient avec un tel élan et s'y donnaient avec tant de ferveur que la calomnie n'arrivait pas à les effleurer. Notre savoir professionnel et notre action syndicaliste c'était la robe sans couture. Et qu'il faille en revenir là, avec une expérience plus riche, c'est ce qui pour moi ne fait aucun doute. Dommanget a raison : c'est dans toutes les directions que le redressement doit s'opérer.

A cet égard, la belle réunion des amis de l' « Ecole Emancipée » a été très réconfortante par l'intérêt passionné qu'y ont pris tous les auditeurs.

Les débats

Je ne donnerai pas à nos lecteurs le compte-rendu détaillé de nos débats. Je me bornerai à leur en restituer de mon mieux l'exacte physionomie et l'atmosphère.

Au point de vue du rapport moral, de l'orientation et de l'Unité, la discussion était presque tout entière circonscrite entre la M.O.R., stérilisée par sa soumission aveugle aux directives des épigones russes et les centristes accusés, on ne sait trop pourquoi, de réformisme (?) — Etaient-ils notre aile gauche ? Etions-nous leur aile droite ? Ou plutôt n'était-ce pas le contraire ? Mystère des mystères ! Le certain c'est que cela faisait deux ailes et qu'il ne restait plus que ça de la volaille à plumer du pauvre Treint.

Nous avions évidemment le devoir d'intervenir dans ces débats. Notre tendance ouvrit le feu. Nos orateurs, alternant avec ceux des autres tendances, furent Duquerroy, Barrué, Boyaud et Richard.

Nos interventions

Duquerroy, se souvenant du congrès de Marseille, railla les « petits phonographes sur pattes » que la M.O.R. nous fit entendre en 1930. Il montra que la lutte des tendances paralysait notre mouvement et qu'aucun travail pratique n'était fait depuis deux ans.

Avec Barrué, le débat prit un tour très élevé. Après une affirmation d'amitié entre notre groupe du Syndicat unitaire et celui du Syndicat national, Barrué évoqua une affaire relative à la section du Maroc. Dans cette affaire, la démocratie syndicale avait reçu de sérieuses entorses. Notre ami en demanda compte au bureau fédéral. Nous nous attendions à voir la M.O.R. applaudir bruyamment Barrué pour faire pièce aux centristes. Elle laissa choir cette occasion et Barrué ne recueillit que nos applaudissements. Que voulez-vous ! La démocratie syndicale ne fait pas partie des réflexes vitaux de la M.O.R.

Barrué se livra ensuite à une critique serrée, impitoyable, des partis qui veulent se subordonner le mouvement syndical. Il établit, textes en mains, que nos communistes ne pensaient pas autrement que les guesdistes de naguère.

Prenant acte du fait que chaque parti tend à engendrer, à l'infini, des partis nouveaux plus ou moins teintés d'hérésie, Barrué se prononça pour l'indépendance organique du syndicalisme et sa prépondérance dans le mouvement révolutionnaire. Regrettant également les polémiques empoisonnées qui créent de l'irréparable, Barrué nous demanda d'introduire un minimum d'amitié dans nos relations.

Boyaud respire une bonne humeur invincible, encore qu'il ait sur la conscience la liquidation des groupes de jeunes. Pas moinsse, hein ! Quand, dans un coin, vous demandez raison de ce crime à Boyaud, il se borne à vous répondre que les jeunes se sont suicidés. A l'appel de son nom, il monte à la tribune. Là, sa bonne figure honnête, réjouie, faussement naïve, déride toute l'assemblée. Avec son air de n'y pas toucher, Boyaud est un adversaire redoutable. L'œil en coin, il larde de flèches Bouthonnier et sa M.O.R.

Après avoir remarqué que les polémiques de la veille ont épargné notre minorité, Boyaud marque son accord, sur beaucoup de points, avec Dommanget et Serret. Au temps de Guesde, dit Boyaud, le syndicalisme était regardé comme l'école primaire du socialisme. Soit, mais l'expérience montre, elle, que les partis en sont tout au plus l'école maternelle.

Boyaud établit que la M.O.R. n'a pas de leçons à nous donner. Dans la Seine (plus de 4 millions d'habitants) où sont ses essais de front unique ? D'organisation à organisation, dit Boyaud, le syndicat de la Gironde a obtenu de bons résultats.

Bouthonnier, dans la Gironde, a fait du front unique à sa manière. Il a organisé un meeting, un meeting de masses, comme de juste. Et il a eu. Tenez-vous bien. Il a eu... Il a eu **un** auditeur. C'était le bloc monolithique dans toute sa splendeur.

La salle s'amuse follement et les rires redoublent quand Boyaud renvoie Bouthonnier à la crèche.

Boyaud regarde avec calme tout ce monde qui se tord. Il a l'air de penser : « C'est comme ça que j'aime vous voir ». Une fois le silence revenu, notre ami passe une petite friction au bureau fédéral. Plus ingénu que jamais, il demande des nouvelles des centristes qui (Maroc, Charente) ont quitté la Fédération. Il établit ensuite que nous n'avons, nous, aucune responsabilité dans le départ de Cornec, de Thomas, de Lagain.

Il faut évidemment, conclut Boyaud, un minimum

de cohésion et de discipline dans l'action syndicale. Mais il faut moins de mots d'ordre et plus de spontanéité dans le mouvement. Notre tendance est toujours la première à marcher dans les actions indispensables. Le succès de Boyaud est très vif.

Richard, qui succède à Bruhat (M.O.R.), n'a rien d'un orateur de réunion publique. Les coudes au corps, face à son pupitre, il parle d'une voix unie, sans éclat, mais claire et nette. Notre ami est la probité même et l'on pense à part soi : « Il ne saurait mentir celui qui parle avec tant de calme simplicité ». Tout chez lui est étudié avec soin et exprimé dans un langage loyal où la pensée et l'expression font corps. Pas de grands mots passe-partout, pas de phrases à effets. C'est le bourrage de crânes qui est contre-révolutionnaire. Richard fait vraiment honneur à notre minorité.

Notre ami s'en tient au problème de l'Unité. Il ne faut pas, dit-il, avoir l'Unité sur les lèvres et la scission dans le cœur (cette formule s'applique fort bien à la M.O.R.).

Après avoir présenté une habile défense des camarades passés au Syndicat National, Richard assure que nous serons à la tête du mouvement d'Unité, car l' « Action syndicaliste » sera demain un organe de liaison entre les syndicalistes révolutionnaires des deux centrales de l'enseignement.

Richard fait une vive critique du congrès antiunitaire de Magic-City. Il étudie dans le détail les « variations » de la C.G.T.U. au sujet de l'Unité. Il signale aussi qu'il y eut une éclipse de l'idée d'Unité. C'était au temps où l'aimable Claveri se servait à son sujet du mot de Cambronne.

Examinant enfin la motion du Bureau fédéral, Richard se prononce pour un congrès de fusion, car c'est le meilleur moyen d'élaborer une nouvelle charte syndicaliste sans vainqueurs ni vaincus.

Au pays des M. O. R.

La majorité fédérale étant, de droit, mise sur la sellette, je suis obligé de vous conduire en pays stalinien, mais je dois vous dire que c'est la M.O.R. qui fut rudement secouée, d'un bout à l'autre du congrès.

La M.O.R. est un groupement passionné. Il se compose de syndiqués sans expérience, qui ne sont pas syndicalistes. Rollo a dit très justement à la M.O.R. qui se cabrait sous le coup : « Vous n'avez ni liberté individuelle, ni liberté de décision ».

Les M.O.R. vont vite. En 1932, nous n'avons revu ni Guilloré, ni Baby, ni le gros Vernochet. En 1932, Barne à la voix faubourienne, Bruhat, Masson et Dolmazon n'ont fait que des interventions épisodiques. Les leaders de la M.O.R. furent Garmy et Bouthonnier. Je le dis à regret, car on aime un solide adversaire, ils ont déçu le congrès.

Pourquoi cette faiblesse des M.O.R. ? J'en vois la cause dans le bureaucratisme stalinien qui paralyse toute activité intellectuelle au sein du parti communiste. Comme les « Cahiers du bolchevisme », elle ressemble à la peau de chagrin. De plus, ce ratatinement de la pensée est accompagné d'un vocabulaire qui vise à éblouir et qui n'est que grotesque.

En écoutant Garmy, je n'ai pu que le comparer à Delmar, le comédien de l' «Education sentimentale». « Il disait : mon organe, mon physique, mes moyens, en émaillant son discours de mots peu intelligibles pour lui-même et qu'il affectionnait, tels que morbidezza, analogue et homogénéité. »

Je comprends que de grands marxistes usent d'expressions spéciales destinées à bien rendre leur pensée. Mais les mots qu'ils emploient deviennent ridicules quand ils entrent à tout instant dans des phrases vagues et ampoulées. A Bordeaux, nous avons entendu l'étonnant Gitton parler du discours « dithyrambique » de Rollo. Stupeur, puis éclat de rire général. Alors Gitton s'excuse : il est un travailleur manuel, il n'a pas beaucoup étudié. Eh bien ! alors camarade Gitton, on ne fait pas le Delmar ; on est fier d'être un ouvrier et on parle en ouvrier.

J'en reviens à Garmy. Droit, sévère comme un hibou, l'index pointé dans la direction de Rollo et de Dommanget, il joue à l'accusateur public. On entend constamment : « Je dis ; je crois ; je suis certain ; j'ai démontré ; mon article de l' « Ecole Emancipée ». Garmy annonce, prévoit, prophétise avec un sérieux imperturbable. « Bon Dieu ! c'est Mme de Thèbes », me glisse un voisin.

Une remarque encore à propos de Garmy, car elle est valable pour tous les M.O.R. Garmy apporte contre Rollo et Dommanget des affirmations téméraires qu'il qualifie de preuves et il les accompagne de violences de langage qui sont de véritables provocations. En revanche, on est à ses yeux un contre-révolutionnaire dès qu'on se permet la plus petite critique vis-à-vis de l'U.R.S.S. Dans l' « Ecole Emancipée », Dommanget a rendu compte d'un livre de Laurat sur l' « Economie soviétique ». Il l'a fait avec son honnêteté coutumière. Mais Laurat n'appartenant plus au parti, Dommanget est du coup un ennemi de l'U.R.S.S.

Ce sont là d'étranges façons de raisonner qu'il faudra de plus en plus laisser de côté. Nous pensons en effet que nous rendons service à l'U.R.S.S. lorsque nous lui adressons des critiques justifiées. Ce qui est inadmissible, au contraire, c'est le jésuitisme qui consiste à céler les fautes, au lieu de les rechercher afin d'en éviter le renouvellement.

Bouthonnier n'a pas eu grand succès. D'une part il n'est pas éloquent ; et d'autre part il n'est pas simple. Sa voix monotone est endormante, — j'en sais quelque chose pour ma part.

Un beau jour, sans rime ni raison, Bouthonnier a été imposé à la M.O.R. comme « leader » et directeur de conscience. Comme il avait peu ou pas du tout milité dans les syndicats, nous avons eu le plaisir de voir Bouthonnier enfoncer des portes ouvertes.

Petit, appliqué, rageur, susceptible, Bouthonnier pose, en 1932, à l'homme pratique qui tient aux réformes immédiates.

Le matin nous avons entendu un jeune centriste, Collinet, se livrer à une étude un peu trop longue (mais intéressante tout de même) de la situation économique et politique mondiale. Ses analyses minutieuses semblent irréfutables. Alors Bouthonnier prend la tangente. Il nous parle traitements, situation de l'école et de ses maîtres, liaison avec les masses, avec les parents et les élèves. Tout cela est dit sentencieusement, à la manière d'un vieux magister de village instruisant de petits élèves.

Bouthonnier oublie simplement que la question des traitements est à l'ordre du jour du congrès. Et il ne sait pas, le malheureux ! que tous les instituteurs

syndicalistes depuis 25 ans se lient aux masses ; et qu'ils ont toujours tenu à honneur de bien connaître le milieu qui les entourait. Dans les « Pages libres », dans le « Mouvement socialiste », l' « Ecole rénovée », la « Révolution Prolétarienne » on trouve un véritable recueil de monographies, — rurales ou industrielles, — qui sont des chefs-d'œuvre d'observation sagace et de bon sens révolutionnaire. Leurs auteurs sont d'humbles maîtres d'école et il est visible que Bouthonnier les ignore.

Bouthonnier est plus ignorant encore en ce qui concerne la situation réelle du monde rural et de l'école de campagne. Il ne sait pas que la paysannerie française n'a pas réalisé l'espoir que Marx mettait en elle, à la fin de son 18 brumaire. Le paysan n'a pas perdu la foi en sa parcelle. Grâce à sa prodigieuse capacité d'épargne et à son malthusianisme prévoyant, il est parvenu à faire des économies dans les situations les plus désespérées. Même très pauvre, le paysan est conservateur. Le prolétariat ne peut compter comme alliés que sur les métayers et les ouvriers agricoles.

Bouthonnier ne connaît pas la situation désastreuse de l'école dans certains pays ruraux. Il ignore l'état d'isolement des jeunes institutrices. Il ne sait pas de quelles haines tenaces, sourdes, est entouré l'instituteur révolutionnaire qui posément, tranquillement, se cramponne à son poste bien qu'il se sente redoutablement seul. Il ne dit pas un mot de la féminisation de l'enseignement, — féminisation qui décapite l'action syndicaliste au village.

En écoutant Bouthonnier, je songeais à mon admirable ami Tortillet. Ce rude homme aux traits sévères fut pendant quelque trente années de sa vie un militant exemplaire. Sa classe finie, il se muait en coopérateur ; il écrivait dans la presse locale de courts articles sur la libre-pensée et le socialisme ; chaque fois qu'il en avait le loisir il se rendait à Bourg ou à Saint-Claude chez les ouvriers ses amis. Enfin, le soir il étudiait, préparant, mettant en œuvre des documents pour l'action.

Cette race des militants complets n'est pas morte. On la trouve dans notre minorité et c'est pourquoi nous avons le sourire pour demander à Bouthonnier et à ses M.O.R. : « De quoi le syndicalisme n'est-il pas capable ? De quel effort social ne peut-il se charger ? »

Chez les centristes

Depuis le congrès de Besançon (1929), les centristes administrent la Fédération. D'une façon générale, ils ont agi sur tous les terrains avec une belle hauteur de vues. Harcelés par la M.O.R. qui trouvait mal tout ce qu'ils entreprenaient, ils ont partout et toujours fait de leur mieux. Je le dis comme je le pense : leur gestion loyale mérite des éloges.

On se souvient qu'en 1930, les centristes publièrent un manifeste dans lequel ils établissaient que la C.G.T.U. était menée aux abîmes par ses bureaucrates staliniens. Les événements leur ont donné raison sur toute la ligne. Aussi sont-ils très forts pour se poser en accusateurs de la M.O.R.

J'ai déjà parlé de l'intervention de Collinet ; elle montra que nos voisins centristes sont laborieux et étudient très consciencieusement les problèmes sociaux. Je n'y reviens pas et je passe aux remarquables discours de Dommanget et de Rollo.

Pour nos M.O.R., Dommanget est à la fois un pseudo historien et un bouledogue. En réalité, Dommanget est un travailleur acharné ; il a de temps en temps des mouvements d'humeur, mais c'est tout de même un excellent collègue. Il parle bien, il a de la force et du pathétique. A l'inverse de Garmy, il prouve avant de conclure.

La longue intervention de Dommanget constitua un réquisitoire en règle portant sur l'action de la 3e Internationale, du parti communiste français et de la C.G.T.U. qui lui est soumise « perinde ac cadaver ». Rien ne fut laissé dans l'ombre. Aussi quelle fureur sur les bancs de la M.O.R. Cette dernière, à plusieurs reprises, fut jetée hors de ses gonds.

Dommanget, après avoir rappelé ce que disait le parti communiste en 1929 et 1930, montra que toutes ces assertions aventurées étaient fausses du moment qu'il fallut ordonner un « tournant ». Mais ce tournant, dont Rollo dira demain que ce fut une simple pirouette, n'a pas été exécuté. Tout ce que l'on devait faire on ne l'a pas fait et tout ce que l'on ne devait pas faire on l'a fait.

Avec force, Dommanget étale le bilan de désastre de la C.G.T.U. et du parti communiste. Le recrutement syndical est tari alors que la C.G.T.U. progresse ainsi que les syndicats confessionnels. Les élections législatives ont montré la perte d'influence du parti communiste. La politisation des grèves a régulièrement provoqué leur échec.

Qui donc avait raison en 1930 ? Tourné vers Gitton, Dommanget lui rappelle ses accusations « infâmes ». Il le somme d'oser en prendre la responsabilité devant le congrès.

Des tempêtes d'applaudissements soutiennent Dommanget. On crie : « A la tribune ! » Mais Gitton se dérobe. Il parlera à son heure et Dommanget ne perdra rien à attendre.

Dommanget expose ensuite qu'il existe en ce moment des circonstances favorables pour lutter contre la bourgeoisie. Pourtant on ne vit jamais autant de faiblesses dans le mouvement ouvrier. A qui la faute ? Au parti.

La C.G.T.U. n'a rien fait pour réaliser un front unique sérieux. A qui la faute ? Au parti qui, toujours, met la charrue devant les bœufs.

Il n'est pas encore temps, dit Dommanget, de faire en France une nouvelle C.G.T. Il rappelle qu'une longue période de recueillement s'écoula entre la disparition de la première Internationale et la naissance de la seconde. Mais à son avis les staliniens ont accumulé tant de fautes qu'on ne peut arriver au redressement de la 3e Internationale et des partis communistes qui en dépendent.

Les congressistes font une véritable ovation à Dommanget.

Le lendemain, c'est au tour de Rollo. En 1930, à Marseille, cet aimable et solide breton avait prononcé le meilleur discours du congrès. Contre Guilloré, il avait établi que les positions du parti communiste étaient intenables. En 1932, il a partie d'autant plus belle que le tournant à 180 degrés a été une simple piroutte. On a continué à lancer des mots d'ordre insensés. Le parti a été lâche envers Barbé qui avait osé dire ce que nous disions en 1930. Le parti communiste bat sa coulpe sur la poitrine des autres et il appelle ça de l'autocritique. Il veut à la fois que l'on parle et que l'on se taise, que l'on dise la vérité

et qu'on reste dans la ligne. Autrement dit il ordonne : ouvrez votre bouche et fermez votre gueule.

Rollo nous raconte maintenant ce qui s'est passé avant, pendant et après le congrès de Besançon. On a voulu les contraindre, Aulas et lui, à reconnaître des torts qu'ils n'avaient pas et on a essayé de leur faire violer les décisions prises par le congrès.

Ce que nous dit Rollo aura plus de saveur encore lorsque Barrué, après le débat sur l'I.T.E., exécutera en quelques mots « le petit fripouillard » que Cogniot traite maintenant d'employé congédié mais qui était une manière de saint quand il mentait, par ordre, sur le compte de Cornec.

On ne peut, dit Rollo, espérer un redressement du parti communiste et de la C.G.T.U. car du haut au bas de l'échelle tout est imposé mécaniquement, du dehors, par les bureaucrates staliniens.

Les congressistes applaudissent vigoureusement le magistral exposé de Rollo.

Serret, le bon serviteur de la Fédération

Gilbert Serret, secrétaire de notre Fédération, en a été le bon serviteur au cours de tout le congrès. Ce petit bonhomme au visage ouvert, aux yeux vifs, s'est surpassé. Il a droit à notre reconnaissance.

Orateur précis, à la voix agréable, Serret a été une révélation pour beaucoup d'entre nous. Ses interventions nombreuses l'ont classé comme un « debater » de premier ordre. Mais il s'est surpassé, il a été notre porte-parole à tous quand, répondant pour la dernière fois aux critiques de la M.O.R., il a adressé à tout le congrès un pathétique appel d'union. Serret a eu alors des accents émouvants, déchirants, pour nous inviter à cesser nos querelles. Cet humble instituteur qui exerce dans un petit coin perdu de l'Ardèche, où la réaction est si forte, a été la voix même de tous les obscurs militants qui, depuis 25 ans, ont fait la Fédération, ont souffert pour elle, n'imaginant pas dans leur simplicité révolutionnaire que la confrontation des tendances pouvait conduire aux haines affreuses qui se sont étalées au congrès de Marseille.

Aussi quelle émotion, dans la salle, à mesure que la voix de Serret se fait plus persuasive. Chaque appel de Serret est coupé d'applaudissements répétés. Des institutrices pleurent en silence. Et quand Serret a fini, spontanément tous les assistants, tous, se lèvent et entonnent une formidable « Internationale ». C'est la plus belle, c'est l'inoubliable minute du congrès.

En s'élevant au-dessus des tendances, en leur rappelant qu'elles inscrivent toutes sur leur drapeau le mot de Révolution, Serret a agi en bon syndiqué unitaire. Qu'il en soit remercié chaleureusement.

Les fauteurs d'hérésie

La politique ayant ravagé notre C.G.T.U. au point de l'amener à violer sa propre légalité et à se lancer dans la bagarre électorale, il est normal que des groupements nouveaux naissent au sein de la Fédération.

Avec Lucien Hérard (Doubs), nous entendons la voix ferme et réfléchie d'un militant de province qui observe avec soin son milieu. Pour Hérard, le malaise est profond au sein de la C.G.T.U. Tous les syndicats souffrent de l'intrusion du parti communiste dans leur vie intérieure et ils pâtissent encore de la participation directe de la C.G.T.U. aux élections.

A la Fédération, dit Hérard, les adhésions nouvelles sont des résultats de l'amitié personnelle. On les obtient « malgré » la C.G.T.U. (Vifs applaudissements).

La C.G.T.U., poursuit Hérard, est une organisation de secte qui foule aux pieds sa légalité, afin d'obéir au parti. C'est cette subordination qui amène sa décadence.

Et de fait, sur nos tables, nous avons le petit journal que publient Hérard et ses amis. Deux documents établissent clair comme le jour que loin de faire son profit des leçons de syndicalisme que lui donnent ses adhérents, la C.G.T.U. continue à se foutre des mandataires réguliers pour ne s'adresser qu'à ses hommes de confiance.

Une telle situation ne peut se prolonger et Hérard se prononce catégoriquement pour l'autonomie de la Fédération. C'est le seul moyen de recruter et de retrouver de l'influence dans le personnel.

Naville est classé comme « trotskyste ». Il énumère et déplore toutes les fautes commises par le parti communiste et la C.G.T.U. Mais la troisième Internationale demeurant, à son avis, l'avant-garde révolutionnaire, il lui reste fidèle. Il estime possible son redressement. Ses amis et lui travailleront pour que les fractions syndicales du parti convainquent « la masse ouvrière de la justesse de leurs mots d'ordre et de leurs méthodes de lutte, de façon que les ouvriers syndiqués et leur organisation syndicale puissent suivre et appuyer avec joie la politique indiquée par le parti » (La Vérité).

Naville et ses amis sont au moins conséquents avec eux-mêmes. Ils sont à fond pour l'Unité syndicale.

Gitton a le teint frais...

Après l'émouvant appel de Serret, Gitton aurait pu se borner à dire : « Camarades, votre union me dispense de prendre la parole. Vous m'avez donné une leçon dont j'avais besoin ; j'en ferai mon profit ». Mais Gitton s'exprimant ainsi n'aurait plus été Gitton. Il ne nous aurait pas montré les ressources de son coffre. Il aurait souffert d'un discours rentré, le pire des maux pour les types à la Delmar.

Voici donc Gitton sur l'estrade. Il va, il vient, il rugit pour parler des choses les plus simples. Les mots ampoulés, les phrases abracadabrantes se suivent à la diable. C'est une salade inimaginable. Il m'est impossible de prendre des notes.

Dans le fond de la salle, on s'esquive en douce. Richard me prévient que les gittonades dureront au moins deux heures. Alors, n'est-ce pas, on pourrait aller déguster un bon demi, bien frais, avec l'ami Barrué.

Nous gagnons la buvette. Malgré une porte-tampon, la voix de Gitton nous poursuit de ses éclats. De temps en temps elle faiblit. Mais nous n'en serons pas quittes à si bon compte. Gitton reprend du souffle et repart de plus belle. Il y a avec nous des camarades centristes. Nous sommes tous d'accord pour estimer que l'accession de Gitton au plus haut poste de la

C.G.T.U. permet de mesurer la chute de cette dernière.

Un vote pouvant intervenir, Barrué et Richard regagnent leurs places, tandis que Patri et Collinet me persuadent sans effort que d'aller respirer le grand air nous fera le plus grand bien. Sur quoi nous sortons. Une heure plus tard nous revenons et, dans l'escalier, nous interrogeons un congressiste :

— Et Gitton ?

— Gitton ? Il sévit encore, mais il vient d'annoncer qu'il allait conclure.

Un moment s'écoule encore. Le moulin à paroles tourne, tourne. Soudain il s'arrête aussi brusquement qu'il s'était lancé. Les gittonades sont finies.

Le débat sur l'I.T.E.

Le débat sur l'I.T.E. (Internationale des Travailleurs de l'Enseignement) a eu lieu à huis clos. Il a duré 4 heures. Nous n'imiterons pas « l'Humanité » qui a cru devoir le commenter à sa manière. Nous n'en dirons rien. Nous noterons simplement que l'ordre du jour du bureau fédéral a été voté par 263 voix contre 149. Tous les minoritaires, qui étaient parfaitement indépendants, puisque le débat ne les concernait en rien, se sont joints aux centristes.

Les accords — Les traitements

Le comité des professeurs, jusqu'alors coupé en deux tronçons, a réalisé son Unité. C'est un heureux résultat. Un accord plus heureux encore s'est noué entre les primaires sur la question des traitements. Les 3 tendances ont travaillé en commun et établi un texte commun.

Le vote, sur l'ensemble, a été unanime. Bouthonnier a cru devoir faire une réserve sur le traitement unique (T. U.) qu'il avait combattu à Limoges. Il a eu tort. Le T.U., en effet, reste notre idéal à nous syndicalistes. Nous pensons que s'il y a des fonctions « diverses » elles sont néanmoins « égales » et que, partout, la journée de travail balance la journée de travail. Je n'insiste pas : cette question est familière aux lecteurs de la « R.P. ».

Le congrès s'est prononcé contre toute réduction quelle qu'elle soit de nos salaires et indemnités, — même si le coût de la vie venait à baisser. Il a envisagé les mesures à prendre contre l'offensive capitaliste. L'idée de grève sera diffusée et popularisée, aussi largement que possible, dans tout le corps enseignant.

La fin du Congrès

Nous sommes au samedi 6 et il va être 7 heures du soir. Nous accueillons chaleureusement le délégué anglais de l'I.T.E. ; nous entendons le petit pionnier, puis Dommanget prend la parole pour clore le congrès. Il se félicite de sa tenue et se réjouit surtout de sa bonne marche qui a permis de voir toutes les questions portées à l'ordre du jour. Avec feu, il se déclare heureux des accords qui nous ont unis. Il espère que notre vieille et glorieuse Fédération reprendra sa marche en avant.

Enthousiasme général. On attaque « l'Internationale », mais des voix crient : « Dans la rue ! C'est dans la rue qu'il faut la chanter ! »

On sort en hâte. Au dehors, sur la place, notre cortège se forme, s'ébranle. Quel changement depuis Marseille ! Dans un ordre parfait, bras dessus, bras dessous, par rangs de huit, nous remontons lentement la rue de la porte Dijeaux. « L'Internationale », la « Jeune Garde » retentissent tour à tour. Les Bordelais sont étonnés car leur presse ne leur a rien dit de notre congrès.

Des ouvriers, des chauffeurs de taxis nous acclament.

Place Gambetta, Gitton prononce une brève allocution et l'on se sépare en criant : « A bas la guerre ! »

Mais qu'est-ce donc ? De jeunes camarades reviennent sur leurs pas avec précipitation. Je les imite et j'aperçois un monsieur bien mis que les congressistes entourent. Il y a des agents auprès de lui. Je crois tout d'abord que c'est un gros bourgeois que l'on canule en lui cornant aux oreilles l' « Internationale ». Mais il paraît que c'est un commissaire de police qui nous somme de nous disperser. Il a mis son écharpe et discute avec vivacité.

Un instant plus tard notre troupe se disloque. On s'indigne contre le maire, Adrien Marquet, ce soi-disant socialiste, qui aurait dû passer à sa police des consignes de non-intervention. L'an dernier, à Limoges, pas un policier n'était visible.

Deux heures plus tard, tout se passe comme si la police (force de plus en plus autonome) avait une revanche à prendre. Il y a, salle de l'Alhambra, un grand meeting contre la guerre. Tous les congressistes s'y rendent ; et ils constatent que, de la porte Dijeaux au lieu de la réunion, la route est jalonnée de piquets d'agents à pied ou à bicyclette. Ils nous attendent à la sortie et nous accompagnent, hargneux, jusqu'au centre de la ville.

Remarquons maintenant que le « Populaire » qui se pique de donner à son public une information large et loyale n'a pas dit un mot du congrès de notre vieille Fédération.

En somme le prolétariat n'a été renseigné sur notre compte que par les articles très tendancieux de « l'Humanité » et le silence du « Populaire ». On le demande tranquillement à ceux qui nous parlent de la nécessité d'un parti pour guider le prolétariat, si ce guide est bien qualifié pour cela.

La situation de notre minorité

Au vote sur l'orientation, les voix se sont réparties ainsi :

Majorité fédérale : 226 voix (dont 18 avec réserves).

M.O.R. : 149 voix (plus 6 voix réservées pour cause de retard de cotisation).

Ligue syndicaliste : 31 voix.

Le vote sur les motions d'Unité a donné le résultat suivant :

M.F. : 218 voix (dont 9 avec réserves).

M.O.R. : 152 voix (plus 6 voix réservées).

L.S. : 39 voix.

A première vue, nous sommes battus et bien battus. Et pourtant, à Bordeaux, on ne nous vit jamais aussi joyeux. D'où vient ce contraste ?

Il vient de ce que ne manœuvrant jamais, — parce que la manœuvre fausse le rapport réel des forces, — nous sommes beaucoup plus nombreux que les chif-

fres ne l'indiquent. A la réunion de la minorité nous étions au moins autant qu'à Marseille et pourtant il nous manquait 3 syndicats de masse.

En second lieu, l'influence du parti communiste a diminué dans la Fédération. Très forte encore il y a 3 ans, elle est maintenant faible. La preuve en est que le mot communisme a rarement été prononcé. Le « rôle dirigeant » n'a pas été affirmé. On l'a relégué au magasin des accessoires. Il sera difficile de l'en faire sortir, — même et surtout si la M.O.R. vient à l'emporter. Ce jour-là il y aura de telles résistances et de telles perspectives de départ que la M.O.R. mettra les pouces.

La liberté est ingénieuse, inventive. Voyez plutôt dans le Doubs, l'accord original passé entre le S.U. et le S.N. Il n'est point d'obstacle qu'elle n'arrive à tourner. Elle est invincible.

Réponse à des objections

J'ai eu l'occasion, à Bordeaux, de causer longuement avec les camarades Patri et Collinet. Ils m'ont demandé pourquoi je n'étais pas centriste ; ils m'ont paru étonnés de notre résistance à la pénétration ouverte de la politique dans nos syndicats. Je leur ai répondu de mon mieux et il me semble avoir bien traduit la pensée de mes camarades de tendance. Je me suis à peu près exprimé ainsi :

— Ne croyez pas que nous ayons la phobie du communisme. Loin de là notre pensée. Pour ma part je dois beaucoup au communisme doctrinal. Avec son sens très élevé de la lutte des classes, il intervient comme organe de salut, comme « tissu rédempteur » lorsque le prolétariat tend au quiétisme ou au désespoir. Le parti est donc, théoriquement, supérieur au syndicat. Pratiquement il lui est très inférieur parce qu'il demande trop au prolétariat. Par ses exigences continuelles il le fatigue, il le surmène, il l'épuise.

Je vais user d'une comparaison. Pourquoi tant de croyants sont-ils anticléricaux ? Parce que les prêtres sont empoisonnants.

L'anticléricalisme est ainsi non de l'irreligion, mais une réaction vitale, sage et réfléchie contre les empiètements de la théocratie. Il en va de même pour le syndicalisme. Connaissant de près le prolétariat à tous les moments de sa destinée il a une vue exacte de ses forces et il ne lui demande pas trop. C'est pourquoi il se dresse avec calme contre le parti chaque fois que celui-ci veut parler en maître.

— Mais si le parti était meilleur, en seriez-vous ?

— Non, car l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. Rien ne dispense le prolétariat de conquérir lui-même sa liberté. La pensée communiste, fût-elle parfaite, il doit la repenser, la faire sienne. Et je ne comprends pas qu'un syndiqué qui lit, s'informe, participe à la vie politique et à l'action coopérative, soit l'inférieur d'un militant communiste.

Notre effort de demain

Me voici au terme de mon travail et je songe à nos devoirs de demain. Ils sont grands, car une politique de folie, — le mot n'est pas trop fort, — a été imposée à la partie la plus ardente et la plus combattive du prolétariat français. On a épuisé son avant-garde révolutionnaire quand il fallait au contraire la laisser se recueillir et reprendre des forces.

Pourtant je reste plein de confiance. On a beau manœuvrer dans les couloirs, truquer les votes, masquer les faits, la réalité demeure et les morts que l'on tue se portent assez bien. Le fait nouveau c'est que de toutes parts on s'insurge contre la bureaucratie stalinienne et sa filiale française. L'idée d'Unité lancée par les « 22 », fait son chemin envers et contre tout ; et même on met de moins en moins de conditions à sa réalisation.

Après une désastreuse éclipse, l'Unité et la liberté syndicales sont de nouveau en marche. Si nous le voulons bien fermement, rien ne les arrêtera.

A.-V. JACQUET.

Le Congrès confédéré de Clermont-Ferrand

Comme tous les ans, le congrès du Syndicat National des Instituteurs a remué l'opinion. Les éternels ennemis de l'école laïque trouveront dans les « outrances » (!?) de certains discours et résolutions, matière à indignation prolongée. Et il est fort probable, d'autre part, que de nouvelles accusations de trahison s'élèveront à notre gauche.

Et, comme tous les ans, le congrès ne méritera pas ces excès d'honneur. Tout au plus, celui de cette année marque-t-il sur le précédent, quelques progrès dans la voie du syndicalisme.

Un journaliste de la région, réactionnaire, a tenté d'expliquer dans l' « Avenir du Plateau Central » du 7 août, une des causes de la grande liberté oratoire — rare dans la C.G.T. — accordée aux congressistes les plus ardents :

Il est curieux de voir comment les dirigeants de ce mouvement révolutionnaire s'efforcent de l'étaler et de l'emmener se perdre dans les marécages d'une éloquence dont ils espèrent bien secrètement qu'elle ne quittera pas le domaine ancien des mots.

Il est sans doute trop simple de juger comme une habileté supérieure le libéralisme des dirigeants du S.N. Nous accordons plus de crédit à la loyauté de la majorité du bureau. Mais, peut-on répondre complètement de l'arrière-pensée de certains ?

S'ils sont tels que les voit le journaliste réactionnaire, ils pourraient bien d'ailleurs supporter les effets retardés de leur malice, car — c'est toujours le journaliste de l' « Avenir » qui parle — **« leur sécurité est trompeuse et leur diplomatie un peu naïve. Les idées sont des forces dont on ne soupçonne pas**

toujours les élans ». Formule consolante pour nous. Même lorsque ses conclusions sont éloignées de nos espoirs, un congrès, au cours duquel on a pu parler librement, n'est jamais une manifestation vaine.

L'unité corporative

On a donc parlé librement, à Clermont-Ferrand. Et on y a respiré une atmosphère d'unité. Ce n'est pas, au S.N., un phénomène nouveau. Mais il est certain que les diverses tendances du syndicalisme universitaire s'y meuvent, avec de plus en plus d'aisance, cependant que l'unité corporative se réalise, non d'un seul bloc, comme nous l'aurions voulu, mais au gré d'initiatives départementales assez chaotiques, parfois dangereuses, mais toujours séduisantes. Dans le Finistère et dans l'Indre, où résidaient les deux forteresses de la vieille minorité syndicaliste de la Fédération unitaire, nos amis sont entrés dans l'organisation confédérée, bannière largement déployée ; et ils ont tenu, devant le congrès qui les a salués fraternellement, à manifester leurs opinions invariables. Dans le Cher, dans le Doubs, dans d'autres départements, on n'en est encore qu'au stade des organismes de transition.

Le bureau du S.N., en ne gênant pas des expériences assez peu conformes à l'orthodoxie confédérale, a préparé l'unité organique, qu'une trop grande rigueur ou une excessive précipitation auraient pu compromettre.

N'oublions pas que le S.N. a donné une forte minorité en 1931 (88 mandats contre 111) à la motion des « 22 ». L'effort de ceux-ci — quoiqu'on en ait prétendu — a donc été loin d'être stérile. Ils ne sont point cause du départ de la C.G.T.U., des minoritaires qui condamnaient, « avec leurs jambes », la direction de celle-ci, mais leur action avant Japy, à Japy et après Japy, a empêché la débandade des troupes les plus sûres du syndicalisme universitaire.

Allot et Thomas siégeant au bureau du congrès, autour de Baldacci, ne faisaient pas triste figure. Ils étaient là, tels que nous les avons toujours connus, et — n'en déplaise au pauvre Rappoport ! — ils n'étaient pas passés au magasin d'habillement. Ceux qui ont entendu Allot saccager la politique de collaboration avec l'accent et les gestes d'un thonier de Concarneau dirigeant une rude manœuvre, ont senti que l'on compterait désormais, dans le S.N., avec cette puissante sincérité.

Personne n'a été gêné. Personne n'a semblé faire effort pour entendre des vérités qui, au reste, ne sont plus inattendues au S.N. Nous aurions voulu quelque chose de plus : une manifestation qui aurait donné plus de relief à l'unité partiellement réalisée, plus de garanties aux ex-unitaires entrés chez nous par la grande porte, ou qui tâtonnent encore devant le mur. Un geste conforme à l'esprit de nos statuts et de notre dernière résolution d'unité, posant le principe de la représentation proportionnelle : l'élection, par le congrès souverain, de Cornec représentant des ex-unitaires, au bureau du S.N. C'était dire à l'administration qui veut brimer Cornec, que ses idées ont droit de cité au S.N. C'était assurer une plus large représentation à une tendance qui ne veut pas d'honneur particulier, mais qui entend prendre sa part des responsabilités dirigeantes. Mais on n'a guère de goût pour « l'exceptionnel » chez nous. On hésite, on discutaille — comme après Japy — cependant qu'il faudrait sonner les cloches pour le rassemblement.

Tant pis ! Nous remettrons cela !

L'action corporative

Il nous reste à préciser les résultats du congrès, quant à l'action corporative et sociale des instituteurs.

Nous avons déjà dit, dans la « R. P. », quelles étaient nos revendications ; nous avons précisé notre terrain de défense devant les menaces gouvernementales. Qu'il s'agisse de traitements, de retraites, de conditions d'avancement, d'indemnités, nous avons satisfaction. Les instituteurs syndiqués n'acceptent aucune diminution. Ils veulent le retour à l'ancien régime des retraites et l'avancement automatique en toutes classes.

Mais le Cartel confédéré des Services Publics s'était vanté d'avoir contribué au vote par le Parlement de l'article du projet de redressement financier prévoyant des économies. Taillera-t-on dans les dépenses de l'Enseignement, déjà notoirement insuffisantes ? Le normalien supérieur Herriot — qui a refusé de recevoir une délégation du S.N., et que les instituteurs lyonnais ne portent pas dans leur cœur — dévastera-t-il cette Université primaire, sur le sort de laquelle il s'attendrissait autrefois ? Beau sujet de méditation, pour les généreux utopistes des comités pour l'école unique !

Naturellement, les menaces visent surtout les constructions les plus utiles, les créations les plus heureuses. On fermera des Ecoles Normales, on supprimera des Cours Complémentaires ; futurs instituteurs, enfants d'ouvriers désirant couronner leurs études primaires s'en iront perdre dans les lycées, leurs sentiments laïques ou leur originalité de classe. On diminuera aussi le nombre des classes maternelles, si pratiquement nécessaires, et où la pédagogie trouve un si riche terrain d'expériences.

Le congrès a heureusement réagi, dans son immense majorité, contre de telles initiatives. Et la compression des dépenses d'Etat étant annoncée publiquement dans le budget de 1933, il a prévu la tenue d'un conseil national extraordinaire, à la rentrée, pour décider des moyens de résistance, après consultation des sections.

Nous avons d'ailleurs été agréablement surpris par le ton général des débats. Les illusions politiques et parlementaires se dissipent. Les leaders se sont affirmés pour la lutte sur le terrain de classe. Constatation que les discussions purement sociales ont encore renforcée.

Discussions sociales

Le bureau de la C.G.T. devra en prendre définitivement son parti. Sa politique sera examinée, critiquée, et même quelque peu bousculée, au cours des débats des congrès fédéraux. Nous avons commencé à Nîmes en 1930, Delsol l'a fait au congrès de l'Eclairage, l'année dernière ; Digat, chez les Postiers, cette année. Sans doute, les résolutions n'ont-elles pas le caratère que nous souhaitons !

Et j'entends d'ici les sarcasmes que mon optimisme provoquera chez les redoutables révolutionnaires

des contributions indirectes, qui jugent la C.G.T. indigne d'eux. Mais il y a les interventions, l'atmosphère même du congrès, qui sont au moins symptômatiques.

Je ne vois pas d'ailleurs, ce que nous pourrions ajouter ou retrancher aux résolutions qui traitent de la crise économique. Elles affirment la faillite du régime et demandent à la classe ouvrière de se préparer à la succession qui est ouverte. Elles invitent les instituteurs à participer aux combats prolétariens. Elles les invitent aussi — qu'ils soient en retraite ou en activité — à ne pas prendre la place de travailleurs de l'industrie privée.

Le débat le plus caractéristique fut sans doute celui qui s'engagea à propos de la lutte contre la guerre. Ce n'est pas sans émotion que nous avons entendu nos amis de la Loire exhumer les vieilles résolutions de la C.G.T. d'avant-guerre. Ah ! comme nous étions loin des pâturages genèvois ! — loin de toutes ces discussions amphigouriques sur le désarmement, la sécurité, le plan Hoover. Le refus de partir, le sabotage de la mobilisation, la grève générale, — formules qui ont moins vieilli que les élégies locarniennes ! Nous avons été quelques-uns à ne pas pouvoir engager nos mandants — sinon nos personnes acquises depuis toujours à ces idées — derrière nos amis de la Loire. Notre probité syndicale ne nous le permettait pas. Mais la motion votée ouvre la discussion. Et les idées sont désormais lancées dans la circulation. Qui donc osera, dans la C.G.T., se payer le luxe de se renier une fois de plus, en les combattant ouvertement ?

Le congrès a décidé également de s'élever contre la délégation gouvernementale de Jouhaux, à la S.D.N. Résolution un peu tardive. Un an après Japy ! Mais il y eut Lausanne et Genève. On a vu Jouhaux silencieux, devant une proposition de désarmement acceptée par la Fédération Ouvrière Internationale, et repoussée par le gouvernement. Il n'a même pas usé de cette possibilité que donne la politique de la présence : partir, en faisant claquer les portes. On a beau vouloir être prudent et conciliant, il y a des choses qu'on ne saurait encaisser.

De même, le S.N. se décida-t-il pour la participation sous réserves, au congrès international contre la guerre, organisé par Rolland et Barbusse.

Il me resterait à parler de l'incident espagnol. Ce sera l'objet d'un autre article. Car ce fut là une petite comédie dans laquelle nous jouâmes le rôle peu reluisant du monsieur victime de sa candeur. Raison de plus pour en tirer la leçon.

La gauche du S.N.

Nous pouvons considérer, sans orgueil excessif, mais sans inquiétude, le chemin parcouru depuis plusieurs années. Coup d'œil assez impressionnant, cependant que le départ de Roussel et de Glay marque la conclusion de toute une étape de notre vie corporative.

La gauche du S.N. a joué son rôle dans les limites qu'elle s'est volontairement assignées, afin que l'organisation et l'action ne puissent souffrir de ses critiques. Elle n'a rien cassé, elle a parfois meublé la maison, elle n'a surtout pas voulu suivre l'exemple des groupements unitaires, où la discipline de fraction est plus respectée que la discipline syndicale.

Et cependant, elle a si nettement poussé ses avantages, qu'elle semblait parfois dépassée par les sentiments mêmes de la masse des syndiqués. Impression purement superficielle et éphémère, d'ailleurs !

Mais il lui reste un grand rôle à jouer. Entraîner le S.N. vers les méthodes d'action directe ; s'obstiner assez souvent dans une opposition, qui ne sera jamais systématique ?... Sans doute ! Mais, si importantes que soient ces tâches, elles ne sont pas l'essentiel de sa mission. C'est à elle qu'il revient de prolonger l'action menée pendant près de trente ans par la phalange syndicaliste de l'Enseignement : Libérer le syndicalisme universitaire de tout ce qui lui est étranger, car il est particulièrement difficile, chez nous, d'éviter les influences extérieures au mouvement ouvrier.

On vient au S.N. par les voies de la politique, de la philosophie, de la défense laïque. Impossible d'empêcher cela. De très bons militants se sont formés dans des groupements qui ne sont ni corporatifs, ni syndicaux. Et il n'est guère possible de gêner l'expression de leurs conceptions particulières.

Nous nous réjouissons même d'entendre notre ami Marceau Pivert, préciser ses opinions de socialiste de gauche, devant un bureau confédéral qui a fait souvent le jeu des socialistes de droite, voire même des radicaux. Nous aurons souvent l'occasion de nous rencontrer avec les militants de la gauche socialiste — ceux, du moins, dont l'idéologie politique n'est pas opposée à la pratique syndicale. Mais, dans leur intérêt comme dans le nôtre, nous avons à demeurer les uns et les autres, sur nos routes distinctes.

Former, grouper des militants exclusivement syndicalistes, des militants qui trouvent dans le syndicalisme ouvrier leur seul motif d'action sociale, et qui ne tendent qu'au renforcement de l'organisation syndicale, n'est-ce pas là la plus haute mission de la gauche du S.N. ? N'est-ce pas, justement, cette préoccupation dominante qui donne toute son efficacité à notre action pour l'unité syndicale — toute son efficacité à notre défense du syndicalisme, qui n'est révolutionnaire — au sens plein du mot — que dans la mesure où il est absolument indépendant, d'une indépendance irréductible !

Roger HAGNAUER.

POUR NOTRE PROPAGANDE

Nous sommes persuadés que beaucoup d'instituteurs syndicalistes seraient heureux d'avoir rapidement la physionomie des débats aux Congrès de l'Enseignement.

Aussi nous insistons vivement auprès de nos camarades instituteurs pour qu'ils adressent TOUT DE SUITE à l'administration de la « R. P. » la liste des instituteurs syndicalistes de leur connaissance (qu'ils soient du S. de l'E. ou du S.N.).

Nous avons procédé à un tirage supplémentaire qui nous permettra d'adresser aussitôt le présent numéro à ces camarades.

Camarades, hâtez-vous de nous fournir des adresses.

Parmi nos Lettres

Lettre de Russie D'une lettre récente d'un ouvrier en U..R.S.S. :

... Il est difficile de vivre en ces temps-ci, surtout quand on est malade. Celui qui regarde les choses superficiellement pourrait avoir l'impression que tout est fait ici pour soulager les misères, mais qui les a éprouvées de près sait à quoi s'en tenir. La maison de repos, par exemple: j'ai dû payer 73 roubles pour 12 jours (plus de 6 roubles, ou 78 fr., par jour!), plus le voyage, 40 roubles (520 fr.), plus la nourriture (le lait), car on y souffrait de la faim et il fallait acheter aux paysans à un prix élevé: deux roubles (26 fr.) pour un litre de lait, alors qu'il y a deux ans le litre de lait coûtait 20 kopecks (2 fr. 60), en ville !

J'avais déjà dû payer l'opération qu'on m'avait faite, ainsi que les visites et diverses démarches, vu qu'à la clinique où l'on soigne gratis l'on manquait du nécessaire et que l'hôpital était plein.

Malgré les recommandations des médecins, j'ai sué sang et eau pour obtenir d'aller à la maison de repos. D'abord le comité d'usine avait décidé de m'envoyer à ses frais, mais ensuite le directeur, qui est un gredin de la pire espèce, en décida autrement. Au point de vue des connaissances techniques, ce directeur est un âne; comme administrateur, c'est un dilapidateur patenté. Les journaux Troud *et* Rabotchaia Moskva *l'ont critiqué maintes fois et l'ont dénoncé au tribunal, mais il parvient toujours à s'en tirer. Les ouvriers, surtout les ouvriers qualifiés et les vieux ouvriers de l'usine, le détestent; grâce à lui les frais généraux ont augmenté du double, parce qu'il a rempli l'usine de ses amis, bureaucrates incapables. Quand j'ai critiqué légalement dans une réunion l'un de ses valets, toute la bande a demandé mon renvoi; mais cela n'a pas réussi grâce à l'intervention du comité d'usine. Le directeur m'accusa ensuite d'agitation nuisible à la production* (sic), *mais ça ne lui réussit pas davantage. Ses amis ont des salaires très élevés, ils ont le logement gratuit et vont faire des cures non moins gratuites dans le Caucase; les autres n'ont rien.*

...Vous me demandez si j'ai besoin de quelque chose: en vérité on a besoin de tout, depuis le pain jusqu'aux vêtements.

*
* *

Premières impressions d'Allemagne Une camarade française, partie récemment en Allemagne, nous fait part de ses premières impressions :

... Politiquement, tout est toujours tranquille. On est moins fiévreux concernant les évènements allemands ici qu'à Paris. A peine si on voit quelques nazis en uniforme dans la rue, et ils se conduisent comme tout le monde. On lit le matin dans les journaux qu'il y a eu ici et là quelques attentats, à peu près dans le même état d'esprit qu'on lit qu'il y a eu tant d'accidents d'automobiles. Les journaux ennemis ne s'affrontent pas dans les métros. On ne discute pas politique.

Pour les travailleurs, la question qui est en suspens, c'est l' « Arbeitsdienst », ces camps de concentration pour chômeurs qui existent actuellement sous forme de camps où l'on peut aller volontairement (10 pfennigs par semaine) mais qui deviendraient obligatoires sous un gouvernement hitlérien. En ce moment n'y vont que les plus désespérés. On n'imagine pas cette magnifique jeunesse ouvrière allemande qui fait du sport, du camping, chante, lit, fait faire du sport aux enfants, réduite à ce régime militaire.

Une autre question, c'est celle, non seulement de l'interdiction du parti communiste, mais d'un massacre systématique des meilleurs éléments. Les journaux nazis sont pleins d'appels au meurtre et disent ouvertement: « Il ne faut pas nous énerver maintenant (c'est-à-dire ne pas faire d'attentat), attendons d'avoir le pouvoir ». Les ouvriers attendent simplement l'heure où tout cela s'abattra sur eux. La lenteur même du processus augmente la démoralisation. Ce n'est pas le courage qui manque, mais les occasions de lutter ne se présentent pas.

L'idéologie nazi est étonnamment contagieuse, notamment chez le parti communiste. Dernièrement les nazis tonnaient contre le fait qu'une « femme juive marxiste » (Clara Zetkin) allait présider la séance de rentrée du Reichstag. A quoi la Welt am Abend *(journal officieux du parti) répondit: D'abord Clara Zetkin n'est pas juive. Et puis, si elle l'était, ça ne ferait rien. Rosa Luxembourg, bien que juive, était une tout à fait « ehrliche Person » (une personne honorable)...! Quant au nationalisme, le parti communiste en est (paraît-il) incroyablement imprégné, il appelle les social-démocrates « Landverräter » (traîtres à la patrie), etc...*

Mon impression jusqu'ici est que les ouvriers allemands ne sont nullement disposés à capituler, mais qu'ils sont incapables de lutter. Les communistes et les social-démocrates accusent chacun (et très justement) le parti adverse de ne mériter aucune confiance, et cela même les plus honnêtes militants de la base (exemple: l'ouvrier communiste chez qui j'habitais et qui est contre le front unique). Division d'autant plus grave que les communistes sont des chômeurs, alors que les social-démocrates travaillent. A cela s'ajoute que ceux qui chôment depuis 2, 3, 4, 5 ans ne sont plus capables de l'énergie que demande une révolution... Des jeunes gens qui n'ont jamais travaillé, las des reproches de leurs parents, se tuent ou s'en vont vagabonder, ou se démoralisent complètement. On voit des enfants d'une maigreur effrayante, des gens qui chantent lamentablement dans les cours, etc. D'autre part cette question terrible des camps de concentration pour chômeurs ne touche pas les ouvriers qui travaillent — et chez les chômeurs mêmes, sans doute ce régime d'esclavage militaire est-il le seul que puissent supporter les plus démoralisés... Au contraire ceux qui font des sports, de la propagande politique, etc., ne pourront pas le supporter. Mais il est à craindre qu'ils luttent seuls et soient exterminés...

*
* *

Une vue du congrès de Clermont Le camarade Maurice Millet, un instituteur du Loir-et-Cher, nous envoie ses impressions sur le récent congrès du Syndicat national des instituteurs :

Pour la première fois j'assistais à un congrès du S.N. D'autres camarades mieux qualifiés que moi feront certainement le compte-rendu complet des débats. Je me contente d'exprimer quelques impressions rigoureusement personnelles.

La première partie du congrès fut excessivement calme, terne à l'excès; les débats avaient pour objet les affaires corporatives. Le sujet ne permettait pas évidemment aux orateurs de faire de belles tirades mais il me sembla que la vie était absente des interventions académiques des délégués qui, les uns après les autres, répétaient, à peu de chose près, la même chose et sur le même ton.

Fort heureusement, un changement complet se manifesta au cours des débats qui se déroulèrent pendant les deuxième et troisième journées, la vie enfin apparut. Les graves problèmes de l'heure présente furent examinés; les orateurs de toutes les tendances purent parler librement et tous furent d'accord pour trouver comme planche de salut: le syndicalisme.

Tous les congressistes furent également d'accord pour faire un nouvel effort en vue de réaliser l'unité ouvrière. Faire l'unité, c'est bien, c'est un travail indispensable, mais ce n'est pas suffisant: il faut également faire l'éducation de la masse des instituteurs, de cette masse qui ne lit pas les journaux ouvriers, qui ne lit pas des livres d'éducation sociale, il faut l'amener à faire son éducation de classe, à se pencher sur le problème du devoir social. Au cours de l'abstention aux examens, des instituteurs isolés dans leur village, des instituteurs qui n'allaient que rarement aux assemblées générales, des ins-

tituteurs qui n'avaient jamais milité ont été les premiers à s'abstenir. Ils comprenaient pourquoi ils devaient s'abstenir. Ils l'ont fait simplement mais sincèrement. Lorsqu'ils seront instruits, des gestes plus importants pourront leur être demandés, ils les accompliront parce qu'ils comprendront pourquoi ils doivent faire de l'action.

*
**

Education nouvelle D'un de nos camarades, instituteur unitaire :

Il me semble que F... s'égare un peu au point de vue pédagogique. En tout cas il est parti à un congrès d'éducation très bourgeois (le congrès de l'Education nouvelle, tenu à Nice au début d'août).

Je crains qu'il ne se lance dans des nouveautés plus ou moins russes, contraires au ferme bon sens de l'ouvrier révolutionnaire.

J'ai eu sous les yeux (ça circulait sur les tables) un cahier bolchevick irreligieux, — censément pour enfants. C'était tout en dessins d'une stupidité inégalable. Il ne faut pas farcir l'esprit de notre écolier d'âneries pareilles.

Certains jeunes s'étonnent des résistances de Bouët, de Rollo et de Dommanget. Je crois qu'elles seraient plus vives encore si nous avions encore nos équipes proudhonniennes. Une école prolétarienne ne sera jamais une abbaye de Thélème avec des instituteurs esthètes.

Au sujet du Congrès de l'Education nouvelle, je reste d'autant plus inquiet que je trouve dans le Temps *d'aujourd'hui l'intervention de M. Bertier, directeur de l'école des Roches. Or ce M. Bertier dirige* l'Education, *organe pédagogique du* Redressement français. *C'est le cas de répéter avec Proudhon: « Alerte et ne vous laissez pas aborder ».*

Réponse à *La Wallonie*

Le soutien socialiste au gouvernement belge

Une note parue dans la « Wallonie » (journal socialiste belge) du 9 août, parle des contre-vérités évidentes que contiendraient les lettres de Belgique parues dans la « R. P. ». Elle conteste notamment que les députés socialistes aient appuyé de leur vote le gouvernement.

Or voici les faits :

Il est exact que l'ordre du jour Devèze et Poullet, préconisant la confiance pure et simple au gouvernement, se heurta à l'opposition du Parti Ouvrier Belge, mais immédiatement après, à l'exception des agrariens qui s'abstinrent et du communiste Jacquemotte qui vota contre, la Chambre entière adopta la résolution suivante, signée par Poullet (catholique), Devèze (libéral) et Hallet (socialiste) :

La Chambre,

Estimant qu'il est résulté du débat que le conflit peut être rapidement résolu dans un sentiment de justice et de compréhension réciproques,

Prenant acte des déclarations du gouvernement sur les trois points touchés par les interpellateurs,

Fait appel au concours de tous *pour soutenir les efforts du gouvernement* en vue de rétablir la concorde et la paix publique.

Les députés socialistes se joignirent aux catholiques et aux libéraux pour voter cette résolution.

On sait que les efforts du gouvernement en vue de rétablir la concorde et la paix publique se traduisirent par les exactions des gendarmes, la lacération des affiches des Jeunes Gardes Socialistes, la condamnation des ouvriers qui refusaient d'obéir aux ordres de réquisition.

FAITS & DOCUMENTS

Un plan de destruction du caoutchouc Nous avons déjà signalé qu'une société de caoutchouc, la « Compagnie du Cambodge », avait préconisé, à l'instar de ce qui se fait pour le café, de détruire les stocks de caoutchouc. Une autre société, la **Société financière des caoutchoucs** vient, dans le rapport de son Conseil d'administration aux actionnaires, de faire la même chose.

Le plus fort est que ces sociétés ont des plantations en Indo-Chine. Or, on sait que depuis le début de la crise, le gouvernement alloue à ces sociétés une prime par kilog de caoutchouc produit afin de combler la différence entre le prix de revient et le prix de vente, et, en outre, leur consent des prêts, à des conditions dérisoires, pour l'entretien des nouvelles plantations non encore à l'état de production. Donc, le contribuable verse actuellement des fonds pour assurer la production d'un caoutchouc, qu'on se propose tout juste de détruire après l'avoir produit !... Folie ! Folie ! Folie !

Voici le morceau :

Nos intérêts étant principalement concentrés dans les entreprises de caoutchouc, nous n'avons jusqu'ici envisagé la question qu'au point de vue « caoutchouc », mais les cas particuliers du cuivre, de l'étain, du café, du pétrole sont exactement les mêmes. Dès lors, si l'excès de production de ces matières est l'origine de toutes les misères actuelles, pourquoi ne pas détruire ces richesses qui menacent de ruiner l'humanité ?

Des « économistes » ne se sont pas fait faute de se récrier sur la façon dont le Brésil avait résolu le problème du café. Régulièrement, un million de sacs de café, de qualité inférieure, est détruit chaque mois. Le Brésil compte ainsi sauver ses plantations de caféiers et assainir la situation dans un délai de deux ans. Un de ses ministres n'a-t-il pas déclaré que si la mesure se révélait insuffisante, on irait jusqu'à détruire les vieilles plantations ? De longs articles ont été publiés dans la presse sur un ton ironique ou larmoyant, au sujet de la destruction du produit du travail. Pourquoi, dit-on, se donner la peine de produire pour anéantir ensuite ? Ne vaut-il pas mieux contrôler la production pour l'amener au niveau de la consommation.

La deuxième méthode paraît évidemment plus séduisante, mais les difficultés, sinon l'impossibilité de son application, a précisément fait échouer les pourparlers anglo-néerlandais en mars dernier. Au surplus, si une surveillance attentive était organisée, elle entraînerait à des dépenses énormes. Etendue sur plusieurs matières premières, elle ne manquerait pas de créer beaucoup de mécontents et de faire surgir de nouvelles difficultés. C'est pourquoi nous répétons: n'est-il pas plus simple de détruire un excédent de production que de tenter des efforts, peut-être stériles, pour empêcher la production de cet excédent ?

*
**

Les événements de Séville Le **Petit Niçois** a publié la lettre suivante d'un de ses lecteurs, M. Brunet, de la Bocca, momentanément de passage à Séville :

Séville, le 12 août 1932.

Monsieur le Directeur,

J'ai suivi avec passion, il y a environ un mois et demi, les articles parus dans « Le Petit Niçois » sur l'Andalousie. Le hasard m'ayant amené à Séville pour mes affaires, je me suis doublement intéressé à la véracité de vos dires.

En effet, j'ai constaté, principalement dans la rue Sierpes,

plusieurs grands cercles, garnis sur le devant de chaises longues alignées sur deux ou trois rangs, dans lesquelles se tenait une catégorie de gens qui n'avait, pour tout travail, que le plaisir de dévisager avec insolence les piétons et les « piétonnes » de préférence.

Le coup d'Etat ayant éclaté le 10 à l'aube, ces cercles ont sablé le champagne jusqu'à deux heures du matin pour manifester leur joie, car ils escomptaient la fin de la République.

Soudain, à trois heures du matin, je suis réveillé par les cris de « Vive la République ». Les partis révolutionnaires se réunissent devant l'Hôtel de Ville, police et gardes d'assaut se retirent. Les travailleurs ont, en un clin d'œil, décidé la suppression des cercles monarchiques, foyers d'agitation secrets, nids d'immoralité, et aussitôt, ils se sont mis à l'œuvre.

A 6 heures du matin, les cercles « Circulo de Labradores proprietarios », « Casino mercantil », « Nuevo Casino », « Accion National » et « Union Comercial » ont été incendiés; de même que les immeubles de la marquise d'Esquivel où le général Sanjurjo avait fomenté le coup d'Etat, ainsi que le château particulier du directeur du journal « A.B.C. ».

Vous pouvez, Monsieur le Directeur, déclarer que les cercles des « far niente » monarchiques ou « senoritos » d'Andalousie ne sont pas prêts à s'installer dans leur chaise longue rue Sierpes, qui était curieuse par cette exposition de vieux marcheurs. Moi qui ne suis rien dans la politique d'Espagne, j'en ai éprouvé une vive satisfaction.

* * *

Ce que coûtent à l'U.R.S.S. ses achats à crédit

Il était fort à craindre que les très longs crédits que demandent les Soviets pour le paiement des fournitures qu'ils commandent à l'étranger, ne leur reviennent fort cher, les industriels devant majorer considérablement leurs prix de vente, du fait de ces crédits. Déjà on avait pu voir, il y a quelques mois, un communiqué officieux de l'une des plus importantes maisons de machines agricoles américaines, la maison Case, déclarant que les crédits consentis par elle à l'U.R.S.S. ne pouvaient lui occasionner aucune perte, le faible montant qu'elle avait reçu comptant suffisant à couvrir le prix de revient du matériel vendu.

Plus récemment, dans son numéro du 10 août, **l'Information** publie, d'après une enquête des représentations commerciales des Soviets en Europe, les précisions suivantes :

D'après les libellés habituels des contrats passés par les représentations commerciales des Soviets à l'étranger avec leurs fournisseurs, ceux-ci se contentent de toucher de leurs clients un intérêt de 7 à 8 % l'an sur les montants restant dus. Par contre, si l'on demande aux firmes travaillant avec les Soviets ce que leur coûte l'escompte des traites soviétiques, on obtient l'indication d'un taux qui varie entre 25 et 35 % l'an. Voici donc des entreprises industrielles qui se contentent de toucher 7 à 8 % pour de l'argent qui leur coûte à elles-mêmes 25 à 35 % !

Pour trouver l'explication de ce paradoxe, on n'a qu'à prendre connaissance des résultats d'une enquête spéciale qui a été faite par les représentations commerciales des Soviets à Berlin, à Londres, à Vienne et à Paris en vue d'établir le coût *réel* des crédits que ces organisations obtiennent de leurs fournisseurs. Ces résultats se trouvent consignés dans les rapports des dites représentations adressés aux Commissariats pour le commerce extérieur à Moscou.

Voici comment ont procédé les agents commerciaux soviétiques pour résoudre le problème que « le centre » leur avait posé.

Ils ont essayé tout d'abord d'obtenir de leurs fournisseurs étrangers des propositions parallèles concernant la même marchandise, mais comportant deux façons différentes de règlements, à savoir au comptant ou à crédit. Il est évident qu'on ne faisait pas établir les deux propositions par la même maison, procédé qui aurait mis en éveil la méfiance du fournisseur. Mais, malgré cette précaution, le stratagème resta sans succès. Les maisons étrangères se rendaient bien compte qu'on leur tendait un piège. Elles indiquèrent des prix au comptant qui pouvaient être à la rigueur conservés, même si le règlement au comptant était au dernier moment remplacé par un paiement différé.

N'ayant pas abouti dans cette voie, les agents commerciaux soviétiques décidèrent de recourir à un camouflage. La manœuvre se trouve exposée explicitement dans un rapport de la Représentation Commerciale de Berlin, rapport qui, bien entendu, n'avait pas été destiné à être publié. On fit envoyer des demandes de prix par des agences d'exportations privées en indiquant comme lieu de destination de la marchandise un des pays de l'Est européen, tels que la Pologne, la Lettonie, etc. Plusieurs maisons allemandes, dont une des plus grandes usines d'automobiles, furent prises dans le piège. Les propositions ainsi obtenues accusèrent des prix qui étaient, en moyenne, de plus de 15 % inférieurs à ceux pratiqués à l'égard des Soviets, ce qui, en tenant compte des 8 % d'intérêts payés par les représentations commerciales, permit aux enquêteurs soviétiques d'évaluer le cours réel des crédits qu'on leur accordait à 23 % l'an.

Une troisième méthode fut appliquée par la représentation commerciale de Berlin en guise de recoupement. Contrairement à ce qui se pratique généralement, les Soviets achètent à crédit, non seulement les produits manufacturés, mais même les matières cotées en bourse, telles que: métaux, laine, jute, caoutchouc, sucre, etc... La représentation commerciale de Berlin fit simultanément acheter à Hambourg deux lots de jute, le premier au comptant, à la bourse, le deuxième à six mois de crédit, par un intermédiaire. Il résulta de cette expérience que, compte tenu des intérêts, la marchandise achetée à crédit était revenue aux Soviets 40 % plus cher que celle achetée au comptant. Une expérience parallèle, faite par la même représentation, donna un résultat encore plus éloquent: la différence des prix atteignit dans ce cas 60 %.

ENTRE NOUS

HUIT JOURS DE RETARD POUR CAUSE D'EMBOUTEILLAGE POSTAL !

La plupart de nos abonnés n'auront reçu le dernier numéro qu'avec un gros retard. La raison en est l'embouteillage du bureau de poste de Cannes, d'où notre revue est expédiée. Cannes, actuellement, regorge de monde. Il y en a plus qu'il n'y en a en hiver, et le personnel postal y est moitié de ce qu'il est en hiver ! Résultat: notre *R. P.* portée à la poste, toute timbrée et routée, le mardi 9 août, n'en partait, pour la plus grosse part, que le mardi 16 août ! Huit jours de retard !

Le citoyen Lafont, rapporteur du budget des P.T.T., fera bien de méditer cet exemple, lorsqu'on lui proposera des réductions de personnel.

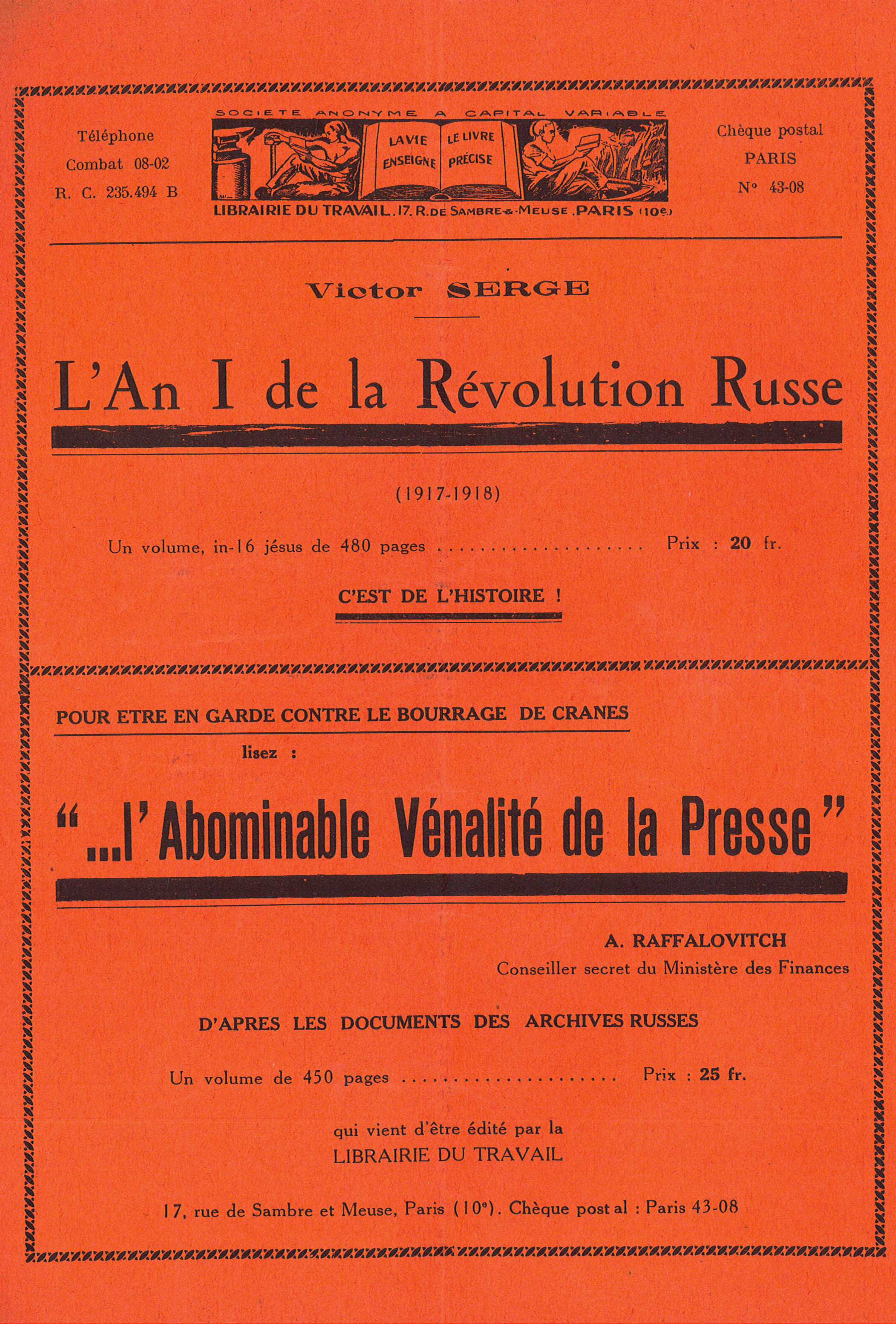
ENCORE DES RUBRIQUES SACRIFIÉES !

Cette fois encore nous avons dû laisser la plupart de nos rubriques habituelles sur le marbre: *Renaissance du Syndicalisme, A travers les Livres, Notes Economiques*, etc... La raison en est que nous avons voulu donner d'un seul bloc les compte-rendus des deux Congrès de l'Enseignement. Aussi comptons-nous sur les nombreux amis que nous y avons pour répondre à l'appel qu'ils ont lu d'autre part: nous envoyer le plus d'adresses possibles de camarades sympathisants auxquels ce numéro pourrait être envoyé, et qui sont susceptibles de devenir nos abonnés.

Ce n'est qu'en augmentant le nombre de ceux-ci que nous pourrons, sans augmenter le prix de l'abonnement, augmenter le nombre de nos pages, et ne plus être ainsi toujours dans l'obligation de sacrifier soit les études, soit les rubriques.



LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET Cie
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.



SOCIETE ANONYME A CAPITAL VARIABLE
Téléphone
Combat 08-02
R. C. 235.494 B
LA VIE ENSEIGNE
LE LIVRE PRÉCISE
Chèque postal
PARIS
N° 43-08
LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 17. R. DE SAMBRE-&-MEUSE. PARIS (10e.)
Victor SERGE
L'An I de la Révolution Russe
(1917-1918)
Un volume, in-16 jésus de 480 pages .... Prix : 20 fr.
C'EST DE L'HISTOIRE !
POUR ETRE EN GARDE CONTRE LE BOURRAGE DE CRANES
lisez :
"...l'Abominable Vénalité de la Presse"
A. RAFFALOVITCH
Conseiller secret du Ministère des Finances
D'APRES LES DOCUMENTS DES ARCHIVES RUSSES
Un volume de 450 pages .... Prix : 25 fr.
qui vient d'être édité par la
LIBRAIRIE DU TRAVAIL
17, rue de Sambre et Meuse, Paris (10e). Chèque post al : Paris 43-08

Voulez-vous des ouvrages substantiels et pas chers ?

lisez les brochures de la collection "Faits et Documents" :

Robert LOUZON. — **La Déchéance du Capitalisme**	**0 fr. 50**
VICTOR-SERGE. — **Lénine 1917**	**2 fr.**
N.... — **Un souvenir par jour... Petit calendrier prolétarien**	**1 fr.**
VICTOR-SERGE. — **Les coulisses d'une sûreté générale**	**6 fr.**
Léon TROTSKY. — **Les problèmes de la guerre civile**	**1 fr. 50**
Robert LOUZON. — **Deux grands courants du capitalisme : Impérialisme et nationalisme**	**1 fr. 50**
Pierre MONATTE et Alfred ROSMER. — **Un coup d'œil en arrière**	**1 fr. 50**
VICTOR-SERGE. — **Vie des révolutionnaires**	**1 fr.**
Jacques PERDU. — **Les insurrections lyonnaises (1831-1834)**	**4 fr. 50**

Tous ces livres sont adressés franco par la LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris, contre envoi de la somme correspondante à son compte de chèques-postaux : Paris, 43-08

Maison d'Edition l'EGLANTINE

PARIS, 32, rue de Grenelle

VIENT DE PARAITRE :

A. VERMEYLEN

IMPRESSIONS DE RUSSIE

Très bel ouvrage
avec reproductions photographiques

Prix : **12** fr.

Collection les Cahiers de l'Eglantine

CARMEN ENNESEH

AU DESSUS DE RESSENTIMENT FRANCO - ALLEMAND

Prix : **10** fr.

A. C. AYGUESPARSE

AUBE SANS SOUTIERS

Prix : 7 fr. **50**

Lisez : L'Internationale sanglante des armements

d'OTTO LHEMANN

Prix : **15** fr.